

REVUE SUD-AMÉRICAINE

PUBLICATION BI-MENSUELLE

POLITIQUE, ÉCONOMIQUE, FINANCIÈRE ET COMMERCIALE
DES PAYS LATINS DE L'AMÉRIQUEParaissant le 1^{er} et le 15 de chaque mois.

ABONNEMENTS :

	Un an	Six mois.
Europe.	60 fr.	30 fr.
Amérique	16 \$	8 \$

Un numéro : 2 fr. 50

Distribution gratuite aux salons de lecture, aux établissements publics, à la presse, bourses et syndicats de commerce, etc., etc.

La Revue compte parmi ses collaborateurs plusieurs des principaux hommes de lettres de l'Amérique latine.

Elle reçoit directement de la plupart des gouvernements latino-américains les documents et renseignements d'intérêt public.

DIRECTEUR :

P.-S. LAMAS, ex-Consul et Secrétaire de légation de 1^{re} classe.

Adresser la correspondance, rue Keppler, 12, Paris.

ON S'ABONNE :

En EUROPE : dans tous les bureaux de poste, sans augmentation de prix.

En AMÉRIQUE : chez les Agents, ou en s'adressant au Directeur.

Annonces : 1 fr. 50 la ligne.

Chaque numéro aura de 16 à 48 pages selon l'abondance des matières.

*M. le Dr Andrés Lamas, publiciste sud-américain, a pris à sa charge la section du Rio de la Plata.**Il s'est réservé également et exclusivement l'administration de cette feuille dans cette partie de l'Amérique. — Son adresse : Buenos-Aires, rue de la Piedad, 255.*

Voir dans la dernière page la liste des Agents et des endroits où se fait, à Paris, la vente au numéro de ce journal.

SOMMAIRE

L'arbitrage international, page 205. — La littérature de l'Amérique latine, par J.-M. Torrès-Cañedo, ministre du Salvador, membre correspondant de l'Institut de France, page 207. — Idée de la ligue Latino-Américaine, par Pradier-Fodéré, page 211. — Considérations sur l'immigration, par le Dr M. R. G., page 213. — Question de limites entre le Brésil et la République Argentine, par Pedro S. Lamas, page 214. — Courrier d'Amérique, page 214. — Courrier d'Europe, page 215. — Revue économique, page 216. — Revue financière, page 219. — Revue commerciale, page 224. — Arts, sciences et faits divers, page 226. — Mouvement maritime, page 227. — Annonces, page 228.

L'Arbitrage International.

Les paroles de franche approbation; les manifestations extrêmement flatteuses pour nous, d'encouragement et de sympathie, qui nous ont été adressées par des hauts fonctionnaires latino-américains, par des hommes de lettres, par des membres des *Sociétés de la Paix*, dévoués, tous, au triomphe de l'idée morale, civilisatrice, humanitaire de l'arbitrage, comme forme de résoudre les problèmes des différends internationaux, excluant l'hypothèse de la guerre, nous ont décidé à persister dans la propagande de cette doctrine de droit international, cherchant à la faire accepter hautement, définitivement dans notre Amérique latine.

L'Amérique doit donner à l'humanité, et elle peut le faire, l'exemple glorieux d'inscrire dans ses codes le principe de l'arbitrage, organisé sur des bases perpétuelles, inébranlables.

Elle doit et peut prouver à l'Europe que si son sol est riche, d'une fertilité merveilleuse, — que si dans les entrailles de cette terre vierge et féconde tous les

métaux, toutes les pierres précieuses se trouvent en abondance, la civilisation a trouvé aussi dans le Nouveau-Monde, dans le cœur de ses hommes, dans l'esprit de ses peuples, un appui et une force efficace pour franchir les derniers obstacles, jusqu'ici insurmontables, qui se sont opposés à la victoire de la justice et de la paix du monde.

C'est en déployant franchement et décidément le drapeau de l'arbitrage, aujourd'hui même que les horreurs de la guerre se font sentir dans une partie de notre continent, que nous croyons servir mieux les intérêts toujours sacrés des peuples, victimes des erreurs et de l'effolement des gouvernements ainsi que des passions criminelles de ceux qui, contre les excès de la lutte, ne trouvent dans leur cœur que des sentiments de haine et de vengeance.

C'est en déployant ce drapeau, en faisant comprendre aux neutres comme aux belligérants, les bienfaits de la paix et les horreurs de la guerre, que nous pouvons contribuer à faire cesser le carnage fratricide, à rétablir la paix et à éviter, par l'adoption du principe fécond de l'arbitrage, qu'elle soit de nouveau troublée par les passions, et par les convoitises, par les sentiments pervers et destructeurs qui ont ensanglanté si souvent la surface du monde.

Rien de plus éloquent, rien de plus efficace, dans cet ordre d'idées, que la reproduction des documents suivants.

Ils font honneur à l'initiative patriotique de quelques résidents latino-américains et aux membres illustres de la « Société française des Amis de la Paix. »

Paris, le 14 avril 1879.
27, boulevard Hausmann.

Monsieur le Président de la Société Française des Amis de la Paix.

Monsieur le Président,

Vous dirigez avec autant d'habileté que de prudence une société qui recevra les bénédictions des hommes de cœur dans tous les pays et dans tous les temps; votre œuvre est aussi humanitaire que civilisatrice, et la civilisation ne sera telle que lorsque l'arbitrage sera substitué à la force.

Un groupe composé de Latino-Américains et d'amis des Républiques du Nouveau-Monde a été organisé pour répandre dans la patrie américaine les idées de paix et de concorde, sans lesquelles ces beaux pays n'auront jamais tous les avantages qu'ils peuvent retirer de leurs richesses naturelles. Ces hommes de bonne volonté s'inspirent de vos pensées, travaillent dans le même sens que votre société; ce groupe a pris le nom d'*Union Latino-Américaine*.

Aujourd'hui, à propos d'une question que nous n'avons pas qualité pour définir, la guerre, cette malédiction qui pèse sur le genre humain, s'est déchaînée sur trois États assez considérables du Nouveau Monde, sur trois États où sont engagés de grands et respectables intérêts européens.

Votre œuvre a le caractère de l'universalité; pour la justice et la paix il n'y a pas de frontières. Eh bien! à vous tous, apôtres de la paix, ennemis de la force nous faisons un pressant appel pour agir dans le sens de votre programme. Nous venons vous prier de vous unir à nous, de nous prêter l'appui de votre influence considérable, de vos talents, de vos efforts éclairés afin d'obtenir que les gouvernements de France, de la Grande-Bretagne, d'Allemagne, d'Italie et autres, offrent leur médiation aux belligérants, ou tout autre moyen honorable d'empêcher la lutte, si elle est commencée, d'en abrégier la durée, si par malheur le canon a déjà parlé.

Nous aimons à croire, monsieur le Président, que nos vœux seront exaucés par vous et par vos honorables collègues.

Veuillez agréer l'assurance de notre considération la plus distinguée.

Suivent les signatures.

TORRÉS CAICEDO; E.-T. ACKERMANN; L. ALBERTINI; D^r GUTIERREZ-PONCE; NOEL; AROSEMENA; MARTINEZ; LERMINA; BAETZMAN; CH. NOEL; Colonel DIAZ; Général LUPERON; J.-J. RIBON; D^r BETANCES; MIGUEL S. SEMINARIO; QUESADA; JOLIET; FRÉDÉRIC THOMAS, etc.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES AMIS DE LA PAIX

Fondée en 1867, autorisée par arrêté ministériel.

Condamnation du prétendu droit de conquête. — Substitution de l'arbitrage à la force. — Extension des idées de justice et de liberté aux relations internationales.

Paris, le 4 mai 1879.

A. M. J. M. Torrès-Caicedo,

Président de la Société de l'Union Latino-Américaine.

Cher et honoré monsieur,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de l'adresse de l'Union Latino-Américaine, que vous avez bien voulu me faire remettre.

Aussitôt qu'elle a eu connaissance de la démarche de l'Union, notre Société, s'est empressée d'adresser un appel aux gouvernements du Pérou, du Chili et de la Bolivie. Copie de ce document, que j'ai l'honneur de vous adresser en duplicata, a été remise à M. le ministre des affaires étrangères, dont nous avons appelé la sollicitude et invoqué les sentiments d'humanité en faveur de la cause du progrès et de la paix.

Nous avons également avisé les Sociétés étrangères, en les priant d'agir sur leurs gouvernements respectifs.

Il n'est pas besoin de vous dire, cher et honoré Monsieur, combien sont ardents les vœux que nous formons pour le rétablissement des bonnes relations entre les républiques américaines.

Je vous prie d'agréer et de faire agréer à vos honorables collègues l'assurance de ma haute considération et de mon fraternel dévouement.

Signé: H. HENRY BELLAIRE,
Secrétaire général perpétuel de la
Société Française des Amis de
la Paix, Secrétaire général du
Comité International de la Fédé-
ration Universelle de la Paix.

L'adresse que la Société française des Amis de la Paix fit parvenir aux gouvernements de Bolivie, du Pérou et du

Chili, après l'avoir communiquée à M. le ministre des affaires étrangères, est ainsi conçue :

Paris, le 29 avril 1879.

A messieurs les Présidents des Républiques et à messieurs les Membres des Parlements de Bolivie, du Pérou et du Chili.

Messieurs,

Vous ne serez pas étonnés qu'une Société comme la nôtre vouée à la défense de la paix et du principe de l'arbitrage, sans distinction de race ni de nationalité, se soit émue du conflit qui existe actuellement entre vos Républiques, et qu'elle se soit décidée, sur les amicales instances d'un groupe de citoyens des Républiques américaines, résidant à Paris, à une démarche fraternelle, toute de persuasion, pour l'empêcher, s'il en est temps encore, d'aboutir à un dénouement sanglant.

Nous n'invoquerons pas les principes d'humanité et de religion qui condamnent toutes les guerres; nous ne voulons recommander à votre haute sagesse que des raisons tirées de vos intérêts les plus directs et les plus chers.

Vous êtes trois Républiques sœurs, issues du même sang, sorties des mêmes luttes, étroitement liées par la similitude des institutions et la solidarité des intérêts. Une guerre entre vous serait une guerre fratricide dont l'expiation inévitable pèserait sur le vainqueur aussi bien que sur le vaincu.

Vous avez besoin d'hommes pour peupler vos vastes territoires, et vous iriez livrer les plus valides d'entre eux à la destruction! Il vous faut mettre de l'ordre dans vos finances pour développer votre agriculture, votre commerce, votre industrie, vos établissements publics, et vous consentiriez à gaspiller vos ressources, à engager votre avenir dans des armements stériles!

La paix, à quelque prix qu'elle soit achetée, pourvu que l'honneur et l'indépendance soient saufs, coûte infiniment moins cher que la guerre, même la plus heureuse. Nous pourrions vous en citer d'illustres exemples empruntés à l'histoire de notre vieux continent.

Encore est-il à remarquer que, sur notre vieux continent, on a souvent invoqué en faveur de la guerre des idées qui avaient le privilège de passionner les peuples, comme celle de la puissance et de la gloire. Pour vous, il ne s'agit que d'un conflit d'intérêts.

Un différend de cette espèce entre des États jeunes, laborieux, intelligents, qui n'ont rien à espérer que du travail et de la paix, ne doit et ne peut recevoir qu'une solution pacifique.

Cette solution n'est pas ailleurs que dans l'arbitrage. Vous ne serez pas embarrassés pour trouver, soit en Amérique, soit en Europe, des hommes qui, par leurs lumières et leur haute position, seraient capables de former une commission arbitrale, à moins que vous n'aimiez mieux vous adresser, d'accord avec les deux autres Républiques, à un chef de gouvernement. A cette commission ou à cet arbitre unique vous soumettriez la question qui vous divise et vous prendriez l'engagement d'accepter un jugement, quel qu'il pût être.

Ce ne serait pas un fait nouveau dans l'histoire des Républiques américaines.

En 1858, une question de revendication et de dédommagement, pendante depuis 1821, entre les États-Unis et le Chili, fut résolue à la satisfaction des deux parties par l'arbitrage du roi des Belges. En 1863, c'est encore au roi des Belges que furent soumises les difficultés qui s'étaient élevées entre les États-Unis et le Pérou au sujet des bâtiments *Litzzie-Thompson* et *Georgina*. L'intervention pacifique de Léopold 1^{er} ne fut pas moins heureuse cette fois que cinq ans auparavant. Enfin, nous citerons encore les commissions arbitrales qui, en 1860, mirent fin à deux conflits d'intérêts, élevés presque simultanément l'un entre les États-Unis et la Nouvelle-Grenade, l'autre entre les États-Unis et la République de Costa-Rica.

Si vous prenez la décision que nous avons l'honneur de vous soumettre et que, au nom de votre intérêt comme au nom de l'humanité, nous oserons ajouter au nom des gouvernements républicains et des États encore plus mal connus et plus mal jugés de l'Amérique du Sud, nous sollicitons avec instance de votre patriotisme et de votre raison, nous vous supplions de la mettre à exécution le plus tôt possible.

Il est plus facile de mettre un terme aux divisions récentes qu'à celles qui ont eu le temps de vieillir.

Veillez, monsieur le Président de la République et messieurs les membres du Parlement, agréer l'expression de notre fraternel dévouement.

Pour la Société française des *Amis de la Paix* :

Le Président : AD. FRANCK, membre de l'Institut, professeur au Collège de France, commandeur de la Légion d'honneur;

Les Vice-Présidents : JOSEPH GARNIER, sénateur, membre de l'Institut, secrétaire perpétuel de la Société d'économie politique, etc.; CH. MAZEAU, sénateur, avocat au conseil d'Etat et à la cour de cassation; J. DE GASTÉ, député, chevalier de la Légion d'honneur, ingénieur de la marine en retraite, etc.

Le Secrétaire Général : HENRY BELLAIRE, publiciste, officier d'Académie.

Le Trésorier : NICOLAS DENTZ.

La littérature de l'Amérique latine.

CONGRÈS LITTÉRAIRE, INTERNATIONAL. — Session de 1879.

Rapport présenté par M. Torres Caicedo, membre du comité d'honneur.

(Suite).

V

Et maintenant que nous connaissons l'œuvre du passé, le caractère de l'œuvre de nos contemporains sur l'autre hémisphère, nous avons le droit de nous adresser cette question :

La poésie américaine a-t-elle de l'avenir ?

On n'en saurait douter.

La démocratie, qui, selon Tocqueville, clôt le passé de la poésie, lui ouvre l'avenir.

Pour que notre littérature en arrive à avoir un cachet original, il faut qu'elle soit entièrement démocratique, en ce sens qu'elle doit donner plus d'importance à l'homme qu'aux choses qui l'entourent; qu'elle se préoccupe de ses hautes destinées, qu'elle ait en vue l'homme, la société, l'humanité, l'avenir, Dieu.

Les légendes, les chants, les drames ayant pour objet un fait particulier à un homme, à une race, à un peuple, sont ce qui reproduit la physionomie de la littérature aristocratique. La généralité, la grandeur, l'idée féconde, tels sont les caractères de la littérature démocratique; mais, celle-ci doit s'efforcer de prendre à la première l'élégance de sa langue et la beauté de ses images. A notre époque, le génie de l'homme, au moyen des sciences naturelles, a réalisé les rêves du poète oriental des *Mille et une Nuits*. Ainsi, la locomotive des chemins de fer, la machine des bateaux à vapeur, sont la réalisation du fameux tapis qui nous transportait instantanément d'un point à un autre; le télégraphe électrique ou magnétique, c'est la mise en pratique de la lunette avec laquelle le regard parcourt les plus grandes distances. Il ne manque que la découverte de la fameuse pomme qui doit guérir de toutes les maladies. Si l'on n'a pas encore satisfait à ce dernier rêve du poète oriental, du moins les progrès de l'hygiène ont-ils sensiblement amélioré la condition physique de l'individu et de la société.

L'Amérique latine a un rôle important à jouer si elle veut entrer en possession d'une littérature qui lui soit réellement propre : ce rôle, c'est de faire de sa littérature un puissant levier qui imprime une salutaire impulsion à l'humanité, dans sa marche incessante vers le progrès. De même que partout ailleurs, nos poètes peuvent se diviser en deux catégories. La première comprend ceux qui puisent dans l'âme les inspirations qui, pour les seconds, naissent du cœur. Ceux-là traitent tous les grands sujets qui embrassent le champ du réalisme et de l'idéalisme. Ils reçoivent des impressions, les examinent, les analysent, les dissèquent, les combinent et les expriment chacun à sa manière; ce sont des génies inventeurs, créateurs.

Ceux-ci, concentrés en eux-mêmes, mais sous l'action d'une vive sensibilité, expriment, quand ils écrivent, avec plus ou moins de feu, plus ou moins d'énergie, ce qui est en eux-mêmes : ils confondent les sensations qu'ils reçoivent des objets extérieurs avec celles qu'ils ressentent spontanément, et quand ils prennent la lyre, c'est moins ce qu'ils ont vu, ni comment ils ont vu qu'ils décrivent, mais

bien ce qui procède de leur propre fond, des impressions reçues et modifiées. Ils nous disent la manière de sentir qui leur est particulière et essentiellement personnelle.

Les premiers sont toujours disposés à produire;

Les seconds n'écrivent que sous l'influence d'un sentiment d'actualité impérieux et profond;

Les uns s'élèvent du lyrisme au drame, à l'épopée;

Les autres se bornent le plus souvent, et presque sans en avoir conscience, à l'épique, à l'expression de sentiments tendres et mélancoliques;

Ceux-ci parcourent toutes les gammes, ils font vibrer toutes les cordes, émeuvent, séduisent, électrisent, excitent à leur gré toutes les fibres de l'âme, et possèdent le secret de pénétrer jusqu'au fond du cœur;

Ceux-là caressent, attendrissent et attristent;

La lyre des premiers a des cordes qui font résonner tout ce qui est grand et sublime; dans leur œuvre l'onde trouve son éclat, l'ouragan son mugissement, la cascade son tonnerre, la tempête son fracas;

La harpe des seconds possède des sons pour exprimer chaque nuance de la douleur, pour imiter chaque soupir, pour accompagner les pleurs;

Les uns possèdent la force de l'aigle qui regarde le soleil de l'aigle qui s'élève et disparaît dans les nuages; ils ont eux-mêmes la voix de la cataracte, l'impétuosité du torrent, la mobilité de l'onde;

Les autres se balancent mollement dans les airs, et semblables au rossignol, chantent la douce mélancolie de la nuit. Ils aiment l'ombre, la solitude, le mystère; ils sont paisibles et sympathiques, et se présentent comme des malheureux réclamant avec une souriante tristesse la pitié du monde : Calderon, Shakspeare, Goethe, Victor Hugo, Espronceda, appartiennent à la première catégorie; Pétrarque, Coleridge, Schiller, Wordsworth, Lamartine, Zorilla, font partie de la seconde. Il est certain que Schiller et Zorilla ont fait des drames et que Lamartine a fait des poèmes; mais, si l'on compare leur style avec celui de Shakspeare, de Goethe ou de Hugo; si l'on observe la manière, les tournures suivies par les uns et les autres, on y trouvera le sceau dont sont empreintes leurs œuvres, et l'on distinguera alors quel est le poète du sentiment, quel est celui de l'âme; celui qui modifie les impressions qu'il reçoit selon la nature, de celui qui présente ces mêmes impressions telles qu'il les a reçues; le poète qui rapporte tout à lui-même, de celui qui décrit ce qu'il voit. Bien que l'un tire tout de son propre fond, et que l'autre prenne tout aux objets extérieurs, celui-ci n'invente que rarement alors que celui-là crée sans cesse. Cela tient à ce que le poète du sentiment s'occupe de sujets qui se ressemblent; qu'il donne à ses productions des couleurs dont les teintes se rapprochent; qu'il les présente sous des formes à peu près identiques, les adapte à une même expression; tandis que le poète de l'âme voit, examine, analyse et combine, et que, sans altérer le caractère des objets qu'il perçoit, son génie fournissant mille formes, mille figures, mille types, sait leur imprimer un cachet nouveau et original. En un mot, chez les premiers, comme chez Schiller, la subjectivité domine; chez les autres, comme Goethe, l'objectivité constitue l'élément essentiellement original.

Vous trouverez les uns tout entiers dans leurs œuvres; les autres animent leurs créations au moyen d'un rayon divin qui procède de leur âme, sans qu'on s'aperçoive que ces œuvres sont (comme l'a dit un poète français) « un lambeau de leur cœur. »

Au nombre de ces chantres de génie et de puissante inspiration, nous citerons Bello (de Vénézuéla), surnommé le prince des poètes américains, chef de l'école classique en Espagne. Bello parlait et écrivait sept langues. L'*Ode à l'Agriculture de la zone Torride*, l'*Invocation à la poésie*, sa traduction de la *Prière pour tous*, de Victor Hugo, celle de *Roland furieux*, de l'Arioste, et une foule d'autres ouvrages, l'ont rendu célèbre parmi les littérateurs espagnols des Deux-Mondes. Bello a rectifié quelques erreurs qui s'étaient glissées dans les savantes histoires de Prescott et dans l'admirable étude sur la littérature espagnole de Ticknor. Il a publié un traité de droit des gens, une étude sur la cosmographie; il a publié également une excellente grammaire espagnole, un traité de versification, une étude remarquablement originale et philosophique sur l'analyse idéologique des temps de la conjugaison castillane. Il a doté le Chili, où il s'est établi, d'un code civil, cité comme modèle, il y a fondé des universités, des instituts et a organisé solidement toutes les branches de l'instruction publique.

Jose-Joaquin de Olmedo (de l'Equateur), l'ami du libérateur Bolivar et le chantre de l'épique bataille du Junin. Ce qui atteste le grand mérite de ce poète, c'est l'appréciation qu'en formulait, il y a peu de mois, M. le marquis de Molins, poète aimé et diplomate distingué. Il nous disait :

« Que les Hispano-Américains nous critiquent, nous dénigrent même, en langue aussi élevée, en strophes aussi vibrantes, aussi sublimes! comme Espagnol, je regrette profondément ce que je pardonne comme poète. »

On sait que le chant de Junin, dont M. de Molins fait un si grand éloge, fut composé à la louange d'une des plus importantes victoires remportées par les patriotes américains sur les armées espagnoles.

Heredia (Cubain). M. Villemain a rendu hommage aux vers de ce « poète du Niagara » dans le premier volume de ses *Essais sur le génie de Pindare*. Heredia a exercé une incontestable influence sur le développement de la littérature latino-américaine, surtout au Mexique, où il a eu de nombreux adeptes.

Zea (de la Nouvelle-Grenade), grand orateur, diplomate habile, journaliste distingué, rédacteur du *Courrier de l'Orénoque*. Dans son voyage en Europe, il cultiva des relations d'amitié avec les hommes les plus éminents et vécut dans l'intimité de Benjamin Constant.

M^{me} Gertrudes Gomez de Avellaneda (Cubaine), a écrit des poésies lyriques qui ont été fort applaudies dans les pays espagnols d'Europe et transatlantiques; elle a fait représenter des drames émouvants, comme *Egilona*, *Alphonse Munio*; elle a laissé, parmi ses nouvelles, une œuvre délicate : *Espatolino*.

Ventura de la Vega (Argentin), dont la réputation est grande et méritée en Espagne et en Amérique. Ses poésies sont dignes de l'époque de Rioja, et sa tragédie *la Mort de César* a été fort applaudie.

Baralt (Vénézuélien). Son histoire du Venezuela est classique. Ses poésies sont très inspirées et d'un lyrisme de bon aloi. Dans un concours poétique en Espagne, le sujet proposé était une ode à Colon. Entre plusieurs milliers de concurrents, Baralt obtint le premier prix.

Caro (Néo-Grenadin), poète, philosophe et économiste distingué.

Julio Arboleda (Néo-Grenadin), auteur du poème *Gonzalo d'Oyon*; il parlait et écrivait cinq langues; il fut orateur écouté, économiste apprécié et guerrier intrépide.

Comme il nous est impossible d'analyser, même sommairement, les ouvrages de tant d'écrivains de l'Amérique latine, nous nous bornerons à en donner une nomenclature non pas complète, mais contenant les noms les plus chers aux nations qui comptent au nombre de leurs fils les hommes marquants :

VI

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

POÈTES ET LITTÉRATEURS

Ventura de la Vega; Florencio Varela; Juan Cruz Varela; J.-M. Gutierrez; José Marmol; J. Balcarce; Général Mitre; J.-C. Lafinur; Sarmiento; Avellaneda; Dominguez; C. Gutierrez; V.-E. Quesada; Viola; Ascasubi; Carlos Guido; Vicente Fidel Lopez; Estevan Etcheverria.

AMÉRIQUE CENTRALE

POÈTES ET LITTÉRATEURS

Goyena; Batrez; Dieguez; Aycinema; R. Zaldivar; J.-E. Galindo; Ignacio Gomez; R. Reyes; S. Gallegos; Machado; Gallardo; Montufar; Del Valle; F. Duenas; Dario Gonzales; Toledo; Navarrete; Castro; Lainfiesta; F. Silva; J. Molina; Garcia Salas; J.-C. Ulloa; Milla; Estupinian; Peralta; M. Cañas; Castellanos.

BOLIVIE

POÈTES ET LITTÉRATEURS

Manuel J. Cortes; R.-J. Bustamante; M^{me} M.-J. Mujia; Benjamin Lens; M^{me} Mercedes Belzu de Dorado; E. Galindo; M. Ramallo; M.-J. Tovar.

CINLI

POÈTES ET LITTÉRATEURS

Sanfuentes; G. Blest Gana; Lillo; Matta; A. Blest Gana; E. de la Barra; Lastarria; Blanco Cuaetin; Martin J. Lira; J.-A. Torres; D. Arteaga; Alemparte; Senora Marin; Hurtado; Torres.

COLOMBIE

POÈTES ET LITTÉRATEURS

Fernandez Madriz; Vergas Tejada; Julio Arboleda; J.-E. Caro; R. et A. Cuervo; M.-M. Madiedo; G. Gutierrez Gonzales; Mario Valenzuela; Santiago Perez; J.-M. Samper; Manuel Marroquin; Miguel A. Caro; J. Isaac; R. Nunez; Manuel Pombo; Rafael Pombo; Adriano Pérez; César Conto; J.-M. Vergara; J.-J. Ortiz; R. Carrasquilla; F. Pérez; J. Caicedo Rojas; L.-M. Pérez; A. Escovar; J.-F. Ortiz; J.-J. Borda; Ig. Gutierrez; Fallon; Vergara y Vergaru; Rico.

CUBA

POÈTES ET LITTÉRATEURS

Heredia; Placido (Valdez); Zenea; R.-M. de Mendive; F. Orgaz; M^{me} Gertrude Gomez de Avellaneda; Milanés; J. Jacinto Milanés; José Guell y Rente; Ramon Zantbrand.

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

POÈTES ET LITTÉRATEURS

Manuel M. Valencia; J.-M. Gonzalez; J.-J. Perez; F. Henriquez Carvajal; F.-M. Delmonte; S.-S. Urena; Josefa A. Perdone; M.-R. Objio; Miguel Roman; J.-J. Ortea; Javier Angulo; M. de J. Pena; Apolinario Tejera; J. Angulo G; Nicolas Urena; Félix Mota; J.-F. Pichardo; J.-F. Pelle-rano; J.-J. Rodriguez; F.-X. Machado.

EQUATEUR

POÈTES ET LITTÉRATEURS

Olmedo; Julio Zaldunbide; Joaquim Fernandes; Cordova; Miguel; Antonio; Corral; Léon; Mera; Piedrahita; Vergaru.

MEXIQUE

POÈTES ET LITTÉRATEURS

A. Quintana Roo; Joaquim Pesado; J.-P. Contreras; J.-M. Roa Barcena; J.-J. Segura; Fray Manuel de Navarrette; Guillermo Prieto; J.-M. Lafragua; E. Zarrate; Manuel Carpio.

PÉROU

POÈTES ET LITTÉRATEURS

R. Palma; Marquez; Clemente Althaus; Carlos A. Sal-verry; E. Novoa; Felipe Pardo y Aliaga; Pacheco Zarraga; Corpancho; Llona; Manuel Castillo; P. Paz Soldan; M. Molina; Cisneros; Albertini.

PORTO-RICO

POÈTES ET LITTÉRATEURS

Alejandro Tapia y Rivas; José Padilla; Ramon Marin; Manuel Corchado; M^{me} Dolores Rodrigo de Tio; M^{me} Alexandrine Benites; Salvador Brau; Manuel Zama; Juan Comas.

URUGUAY

POÈTES ET LITTÉRATEURS

F. Antonio Figueroa; Juan Carlos Gomez; Pacheco y Obes; Arrascaeta; Berro; Julio Figueroa; Castellanos; Pineiro; Ramirez; Vega; Fajardo Hidalgo; Andres Lamas; Acha; Argüelles; Cantilo; Carrillo; Ferreria y Artigas; Horacio Varela; Vasquez; Zorilla de San-Martin.

VENEZUELA

POÈTES ET LITTÉRATEURS

Bello; Barralt; F. Toro; Eloy Escovar; Maitin; A. Lozano; J.-V. Gonzalez; Guardia; M. Tejera; Fernandez; Cecilio Acosta; J.-A. Calcaño; E.-J. Julio Calvario; Arvelo; Gutierrez Coll; J.-V. Camacho; Fernandez; Bermudez; Garcia Quevedo; Yepez; Pardo; Delgado; M.-M. Ponte; E. Escobar.

Les femmes de ces républiques ont illustré la Patrie américaine par leurs vertus, leur savoir et leurs ouvrages.

Quelques-unes, comme M^{mes} Espinosa de Rendon, Acevedo de Gomez, Acosta de Samper, de Hurtado, Denis, de Ancizar ont écrit des ouvrages classiques sur l'éducation et l'économie

domestique. Les autres, M^{mes} Mercedes-Marín, Solar, Manuela Gorriti, M. de García, ont publié des romans; quelques-unes d'entre elles ont suivi les traces de l'auteur de *Graziella*, d'autres ont cherché à imiter le genre de *Valentina*.

Nous avons vu que M^{me} de Avellaneda a abordé tous les genres de littérature.

Voici maintenant, par ordre de républiques, une liste incomplète des femmes et des jeunes filles qui ont cédé aux entraînements de la muse, et qui se sont montrées dignes des faveurs de cette déesse.

POÈTES ET ROMANCIÈRES

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

Mmes : Ema Berdier. — Manuela Gorriti de Belzu. — Julia Goma. — E. de García.

BOLIVIE

Mmes : Mercedes Belzu de Dorado. — Maria de Mugica.

CHILI

Mmes : Marin de Solar; Carlota Bustamante; Rosario Orrego. — Mlle Varas.

COLOMBIE

Mmes : Acevedo de Gomez; Acosta de Samper; Isabel Bunch de Cortes; Davila de Ponce; Samper de Ancizar; Amelia Denis; M. de Hurtado; Antomachi de Cortes.

CUBA

Mmes : Gomez de Avellaneda; De Escaverino; Leonore Molina; Julia Perez Montes de Van.

ÉQUATEUR

Mmes : Angela Camaño de Vivero; Carmen Pérez de Rodriguez; Dolorès Ventimilla.

GUATEMALA

Mme Celinda Varnes.

MEXIQUE

Mmes : Dolorès Guerrero Palacios; Isabel Prieto de Landazuri; Mercedes Salazar de Camari.

PÉROU

Mmes : Natividad Cortès; Carolina Freyre.

PORTO RICO

Mme Alezandrina Benites.

SAINT-DOMINGUE

Mmes : Josefa A Perdono; J. Salome Urena.

Passons maintenant à l'énumération des historiens dont on en compte de fort remarquables. Citons pour la

RÉPUBLIQUE ARGENTINE

MM. Juan L. Dominguez; Le Général B. Mitre; Velez Sarsfield; Vicente Fidel Lopez; V. G. Quesada; Domingo Sarmiento.

AMÉRIQUE CENTRALE

MM. Mazaro; Dario Gonzales; R. Reyes; Montufar; Ig. Gomez; Gavarrete.

CHILI

MM. Vicuña Mackena; Amunatigui; Barros Arana; Santa Maria.

COLOMBIE

MM. Zea; Acosta; Restrepo; Général Posada; F. Pérez; F. Gonzalez; Plaza; Groot; J. J. Ortiz J. M. Samper; l'araya.

ÉQUATEUR

MM. Del Real; Moncayo; Montalvo.

MEXIQUE

MM. Alaman; Clavigero.

PÉROU

MM. Paz Soldan; Lorente; Palma.

SAINT-DOMINGUE

MM. Gabriel Garcia; De Quisepegu.

URUGUAY

MM. Andrés Lamas; Isidro de Maria; Antonio Berro; Antonio Diaz.

VENEZUELA

MM. Baralt y Diaz; I. Vicente Gonzalez; Général I. A. Paez; F. Larrazabal; Général Pachano; Montenegro; M. Tejera.

Au nombre des savants figurent :

Torrès y Peña; Cálidas; Mútiz; Zea; Pombo; Velez; Cecelio Acosta; Carlos Calvo; M. R. Ponte; Vargas Cagigal; Acosta; Vicente Fidel Lopez; Grau; Triana; Betances; Zerda; Borda; Uricoéchéa; R. Zaldivres Pardo; Aiguirre.

Les *publicistes*, *philosophes*, *critiques* sont très nombreux; nous citerons les principaux :

Zea; Nariño; Santander; Castillo y Rada; C. Acosta; Márquez; Rivadavia; Monteagudo; Egaña; Portalès; Peña; C. Acosta; Michelena, Soublotte; les Rojas; Soto; Azuère; Cuervo; Ordoñez; F. Gonzalès; Miguel Samper; Caro; Sariniento; Morazan; Duéñas; Albèrdi; les Sampers; Mariano F. Varela et ses fils; Ancizar; C. A. Caro; Rafaël Mosquera; Lastarria; A. Velez; A. Montt; Herrera y Obes; Del Réal; Général Acosta; Mallarino; Madiedo; De Maria; Artigas; Lavandera; Cayetano Alvarez; Garcia del Rio Algaña; Magariños; Cervantès; Juarez; Nuñez; et une foule d'autres.

VII

Abordons la dernière partie de ce travail :

Quel a été le rôle du Journalisme dans l'Amérique latine?

Quelle est la situation des Journalistes?

Quel est le régime auquel la Presse est soumise?

Quelle est l'influence qu'elle a exercée?

Dans l'Amérique latine, la presse, en général, est un sacerdoce. Un journal s'y fonde soit avec les ressources d'un seul citoyen, soit avec celles réunies par un groupe, pour soutenir les intérêts généraux, ou pour servir les aspirations et même, le plus souvent, les passions d'un parti. Il est rare, si nous faisons abstraction des dernières années, que le journalisme soit considéré comme une spéculation. — Jules Janin a résumé les éloges et la critique que mérite la presse américaine, en termes éloquentes et typiques :

« Presse sans règle, » a-t-il dit, « ne supportant aucune espèce de frein, en possession de toutes les libertés, mêlées, il faut en convenir, à toutes les licences. Presse singulière, étrange! abominable et charmante à la fois, qui, sans trêve ni merci, passe des caresses aux morsures, de l'apothéose aux gémonies, de la louange à la diffamation.

« Un ver, un Dieu », a dit Pascal.

« Voici l'histoire de ce Pactole américain qui charrie, à la fois, de l'or et de la boue.

« Cette presse audacieuse et turbulente au suprême degré, est au premier rang pour propager des doctrines et proclamer des héros....

« Heureux le héros du matin, s'il n'est renversé le soir au milieu des plus véhémentes malédictions.

« Avec ces plumes fermes, courageuses et fraîchement taillées, il n'y a rien de stable et rien d'impossible; on écrit comme on se bat; le style a l'odeur de la poudre, et le livre est un brûlot. »

Telle a été, en effet, pendant quelques années, la presse latino-américaine; mais ce qui, alors, était la règle, est aujourd'hui l'exception. Avec le temps, le journalisme a obtenu le triomphe d'idées et de principes qu'il a fallu, par nécessité, incarner en certains hommes, en certains héros. Actuellement, la presse américaine s'occupe de discussions sérieuses, elle aborde l'examen de toutes les questions qui touchent aux intérêts essentiels; elle est devenue nouvelle, scientifique et littéraire.

L'influence exercée par la presse dans l'Amérique latine reste pourtant considérable.

Dans cette partie du Nouveau-Monde, le journalisme conduit à tout, non à la condition de l'abandonner, mais, bien au contraire, en lui restant fidèle. Tel qui a cessé d'occuper les plus hautes fonctions, revient à ses premières amours et retourne occuper sa place dans la tribune du journalisme.

En général, le journaliste sérieux jouit de la plus haute considération. Quant à la rémunération pécuniaire de son travail, elle est souvent insignifiante. Il n'y a que peu d'années, dans certaines républiques on a fondé, par spéculation,

tion, des journaux qui ont donné des résultats avantageux.

A l'époque où les communications étaient moins faciles, avant la venue de cette légion de faiseurs de revues, offrant leurs services au rabais, le représentant, en Europe, d'un journal latino-américain gagnait jusqu'à mille francs par mois. Aujourd'hui, l'emploi de correspondant est peu rétribué, à quelques rares exceptions près, qui n'existent qu'en faveur d'écrivains d'un talent exceptionnel et d'un grand prestige. Nous donnerons comme exemple l'illustre Emilio Castelar qui envoie des correspondances pour l'Amérique latine qui lui rapportent quarante mille francs par an. A ce propos, je ferai remarquer que l'éminent ancien président, redevenu publiciste, n'abandonna pas ses revues, même lorsqu'il occupa le fauteuil présidentiel de l'Espagne; il avait compris qu'il était prudent de ne pas tuer la poule aux œufs d'or.

Dans l'Amérique Latine, comme en Europe, la presse a été martyrisée sur ce lit de Procuste formé par toutes les lois de répression usitées dans le vieux monde, sauf les déclarations préalables et le cautionnement, mesures qui sont heureusement ignorées dans les Républiques américaines. Parfois, des mandataires audacieux, des usurpateurs du pouvoir ont étouffé la liberté de la presse, ou donné à certains journaux une liberté illimitée pour chanter leurs louanges; mais ces abus n'ont pas duré.

On a vu parfois apparaître des publications immondes; mais le mépris public en a fait justice avec plus de succès que les amendes et la prison.

Donner à la presse la liberté la plus étendue est une tendance générale dans l'Amérique Latine. Il y a même un de ces Etats, la docte Colombie, où l'on en est arrivé à proclamer et à sanctionner ce qui n'existe dans aucun autre pays du monde, à savoir — que l'impunité de la presse est absolue, c'est-à-dire qu'il n'y a aucune loi qui régit la presse; et que tout est permis lorsqu'il s'agit de la libre expression de la pensée. En matière de diffamation ou de calomnie, il ne reste au diffamé ou au calomnié, même pas la ressource d'un jury d'honneur, non pas pour poursuivre les agresseurs, mais pour revendiquer l'honneur outragé. Les législateurs se sont fondés sur ce que les excès de la presse sont corrigés par la formation de mœurs viriles, par le développement de la civilisation; ils soutiennent que la presse immonde périt sous l'indifférence et le mépris public.

Moi qui ai toujours défendu la liberté illimitée de la presse, pour tout ce qui touche aux discussions politiques, sociales, religieuses, littéraires, je ne crois pas qu'on doive accorder la faculté de diffamer et de calomnier, attendu qu'il n'y a pas de droit contre le droit, et que l'absurde ne peut être du domaine du législateur; attendu que la calomnie et la diffamation n'ont d'utilité pour personne; parce que, si la liberté est sainte, l'honneur est d'origine plus élevée; parce que c'est une mesure anti-démocratique qui fait que l'illettré et le pauvre soient dans de pires conditions que les autres citoyens, s'il leur manque des aptitudes littéraires, ou l'argent nécessaire pour se défendre; parce qu'il y a des imputations qui sont aggravées par la défense même; parce que dans le nombre de ceux qui auront lu la diffamation ou la calomnie, il s'en trouvera qui n'auront pas lu la réfutation; parce que de la calomnie, il reste toujours quelque chose; on se rappelle la parole d'un président de la cour de cassation: « Si j'étais accusé d'avoir volé les tours de Notre-Dame, je commencerais par fuir. »

VIII

Dans l'Amérique Latine, les traductions sont à l'ordre du jour; s'il y en a quelques-unes d'exactes, et qui démontrent la connaissance parfaite que possèdent les traducteurs des langues dans lesquelles les modèles ont été écrits, on y constate aussi une grande fidélité d'interprétation. D'autres (*Traduttore, Tradittore*), il faut bien l'avouer, ont, pour qualité principale, de l'audace et un dictionnaire.

Je dois dire ici que les Latino-Américains, défenseurs si jaloux de la propriété littéraire, se montrent, en cela, pleins d'abnégation et de fidélité aux principes, puisqu'il serait de leur intérêt de voir se perpétrer la piraterie littéraire; aussi longtemps qu'elle existera, le bénéfice pour eux est certain.

La propriété littéraire nationale est garantie par les lois qui accordent à l'auteur un privilège d'un certain nombre d'années, renouvelable à peu près indéfiniment. Et comme, dans l'Amérique Latine, les étrangers jouissent des mêmes droits civils que les nationaux, ces étrangers, même sans qu'il existe aucune convention sur la propriété littéraire,

peuvent assurer leur propriété, en remplissant les formalités de la loi qui se bornent au simple dépôt de l'ouvrage et à la demande du privilège.

On ne trouvera aucun pays plus disposé que les Républiques Latino-Américaines à prendre part à des conventions ayant pour but d'agrandir la propriété littéraire, industrielle et artistique.

Ainsi on a érigé au Droit des autels respectés.

Au nombre des journaux ou écrits périodiques qui s'impriment à notre époque, ou qui ont été publiés dans les Républiques latino-américaines, c'est justice de signaler :

De Bogota :

El Correo; Le Journal De Bogota; El Dia; El Grenadino; El Repertorio; El Porvenir; El Tiempo, El Deber; el Bien Publico, el Mosaico, el Zipa, La Pluma, La Ilustracion, La Luz, La Caridad, etc., etc.

De Sainte-Marthe :

La Gazeta Mercantil.

De Caracas :

El Liberal. — El Heraldo. — El Diario de Avisos. — El Monitor industrial. — La Tribuna liberal. — La Opinion nacional.

De Guayaquil :

Los Andes, El Racional.

De Lima :

El Comercio, El Mercurio, La Revista de Lima.

De Santiago (Chili) :

El Ferro Carril, El Araucano, El Comercio.

De Valparaiso :

El Mercurio.

De Mexique :

El XIX Siglo.

De Buenos-Aires :

La Tribuna. — El Nacional. — El Porteño. — L'Italie.

Du Rosario :

El Ferro Carril.

De Cordova :

El Eco de Cordova.

Du Paraguay :

Los Debates.

De Montevideo :

La Nacion, El Siglo, La Tribuna, El Ferro Carril, El Telegrafo marítimo, Le Bien publico.

El Pueblo, de Paysandu, El Progreso, de Mercedes, El Pueblo, du Durazno, El Comercio, du Camerlo.

Il se publie dans l'Amérique latine quelques journaux en anglais, français, italien, allemand, entre autres, à la Colombie, *The Star and Herald*, de Panama, qui compte déjà trente ans d'existence; *le Standart*, de Buenos-Aires, qui en a dix-huit; *le Courrier*, de Buenos-Aires; *l'Italia Nuova*, de Montevideo.

Chaque jour, on publie de nouveaux journaux, des ouvrages périodiques, des revues, en espagnol, ainsi qu'en diverses langues étrangères.

Quant aux revues, il en est qui sont très bien rédigées, entre autres :

El Mosaico. — El Zipa, El Rocio — Los Anales de l'Universidad de Bogota. — La Revista cientifica. — La Revista de Santiago. — La Revista de Lima. — La Revista de Buenos-Aires. La Revista del Parana, La Nueva Revista, de Buenos-Aires.

On peut juger, par ce qui précède, de l'activité de la vie intellectuelle dans ces pays où l'on se figure qu'il n'y a que des traîneurs de sabres et des porteurs de lances, appréciations injustes, qui sont répandues par l'ignorance ou le mauvais vouloir et répétées par ceux qui ne veulent pas prendre la peine d'étudier nos contrées pour leur rendre justice.

Le Congrès littéraire international, en faisant connaître les noms des hommes illustres de cette Amérique si calomniée, commencera l'œuvre de réparation à laquelle nous avons droit.

Les lettres ne vivent qu'en rendant hommage à la vérité et à l'équité. Qu'on leur rende le respect qu'elles méritent, qu'on leur pardonne certains excès excusables par le but, qu'on se rappelle l'effort commun de toute cette littérature vers l'indépendance d'abord, vers la liberté ensuite, et qu'on se rappelle cette belle parole si juste dans sa simplicité : « La liberté, c'est la justice ! »

TORRES CAICEDO ¹.

1. Un journal qui se publie à Gand, « l'Amérique, » déclare dans son dernier numéro que « l'éminent écrivain M. Torres Caicedo n'est que le collaborateur malgré lui de la Revue, et que

Idée de la ligue Latino Américaine ¹

Objet général que se proposaient les promoteurs de cette idée. — Bolivar

C'est en effet Bolivar qui émit le vœu, en 1822, de la formation d'une union, d'une ligue, d'une confédération, pour consolider les relations existantes, pour soutenir la souveraineté et l'indépendance de chacune des républiques naissantes, pour empêcher qu'on altérât leurs institutions. Le point de départ était rationnel : les pays Américains, qui ont une même origine, des intérêts communs, des traditions identiques, les mêmes institutions, un même idiome, une même religion, de communes aspirations, sont naturellement appelés à s'unir, parce que l'union est la plus irrésistible, comme la plus féconde des affirmations. Quant au but à atteindre, j'ignore si Bolivar avait entrevu toutes les conséquences de son idée ; mais elle contenait en germe les résultats suivants, si elle avait été complètement réalisée : se prémunir contre les dangers pouvant venir du dehors ; formuler un code de droit public Américain, faire observer dans le Nouveau-Monde les principes du droit des gens qui se pratiquent entre les nations européennes ; fixer une base, et, s'il était possible, établir un tribunal qui décidât les questions de limites, afin d'éviter les guerres qui pourraient éclater entre les nouvelles républiques ; régler ce qui concerne le commerce, l'industrie, l'exercice des professions des fils de la grande famille Américaine, quand ils passent d'un Etat américain à un autre, etc.

Malheureusement, ce beau programme n'est resté, jusqu'à présent, qu'à l'état idéal auquel on est revenu sans cesse.

Il est à remarquer, en effet, que les patriotes de l'Amérique espagnole ont toujours tendu à la formation de confédérations partielles : celle de Colombie, par exemple, celle de Pérou et Bolivie, celle des Républiques de la Plata, celle des républiques de l'Amérique centrale. Il faut noter aussi que cette idée pacifique d'union et de ligue a plus d'une fois été invoquée contre des périls de guerre et de conquête : lors de l'invasion du Mexique, par exemple, par les armées anglo-américaines ; lors de l'expédition projetée du général Florès contre l'Equateur ; lors des expéditions du flibustier Walker, aidé par le gouvernement Nord-Américain, etc.

Idée de Burke.

Presque au même temps où Bolivar proclamait la nécessité de la ligue, le Nord-Américain Burke émettait l'idée de former une confédération. Pour consommer le grand édifice de la liberté et de l'indépendance du Sud de l'Amérique, disait-il, pour réunir les vues et les efforts de toutes ces provinces, leur donner l'uniformité, communiquer à toutes les mêmes bienfaits, les présenter à leurs amis comme à leurs ennemis avec les forces d'un tout, il est évident qu'on doit établir un gouvernement général et central, soit pour obtenir et assurer de cette manière le bien général, soit pour empêcher la rivalité, l'opposition, l'ambition, la fragilité, les intrigues extérieures et les guerres domestiques qui seraient la conséquence fatale de l'absence de concert entre les provinces. Pour réaliser cet objet important, il faut que le peuple des différentes provinces élise un certain nombre de députés pour chacune, dans la proportion de son étendue et de sa population, afin qu'elles soient représentées dans un congrès continental et général de toute l'Union...

Pourquoi l'idée de Burk et celle plus pratique de Bolivar n'ont-elles pas réussi ?

L'idée de Burke ne pouvait pas aboutir, parce qu'elle la partie lésée aura eu soin d'adresser à qui de droit ses plaintes et ses protestations. »

Nous ne dirons que deux mots, nous adressant à ceux de nos lecteurs qui ne nous connaissent pas personnellement, pour donner un démenti formel à cette affirmation calomnieuse.

La *Revue* n'a pas publié un seul mot écrit par M. Torres Caicedo sans son consentement et son autorisation préalable ; quant à l'article publié dans le premier numéro, les épreuves ont été même corrigées par l'auteur.

Seulement, comme d'ailleurs nous l'avons déjà déclaré, notre ami n'intervient pas dans la rédaction politique militante de notre journal.

PEDRO S. LAMAS.

1. Voir le *Cours de Droit diplomatique* (2 vols. ed Pédone), de M. P. Pradier Fodéré.

était absolument impraticable dans les pays très vastes, séparés par de hautes montagnes.

Comment faire fonctionner un gouvernement central dans une si immense étendue de territoires ? Mais comment la pensée de Bolivar, si simple et si praticable, comment le projet de former une union, une ligue américaine ne se sont-ils point réalisés encore ? Nous n'avons pas à en scruter les causes, mais seulement à constater les faits. Peut-être faut-il attribuer cet insuccès à ce que les gouvernements Américains ont eu plus en vue les relations sociales et économiques entre les peuples. Dans leur préoccupation d'individualisme politique ils ont peut-être trop oublié les grands intérêts continentaux¹.

Quoi qu'il en soit, voici les principales dates de l'histoire de cette idée.

La convention d'union, ligue et confédération, conclue le 2 juillet 1822, entre le Pérou et la République de Colombie.

L'année même où Bolivar, président de Colombie, invitait le gouvernement du Mexique, du Pérou, de Bolivie, du Chili, de Buenos-Aires, à former une confédération et à réunir dans l'isthme de Panama, ou tout autre point élu à la pluralité des voix, une assemblée de plénipotentiaires de chaque état, la République de Colombie et l'Etat du Pérou, décidés à employer toutes leurs ressources, toutes leurs forces maritimes et terrestres, pour défendre efficacement leur liberté et leur indépendance, et désirant que cette ligue fût générale entre tous les Etats de l'Amérique auparavant espagnole, nommaient des plénipotentiaires pour discuter, arrêter et conclure un traité d'union, ligue et confédération².

Le traité qui sortit des délibérations de ces plénipotentiaires fut la convention d'union du 6 juillet 1822, conclue à Lima³. Il était dit que, pour resserrer de plus en plus les liens qui devaient unir, dans l'avenir, les deux Etats, et aplanir toute difficulté qui pourrait se présenter et interrompre leur bonne harmonie, il serait formé une assemblée composée de deux plénipotentiaires du côté de chacune des deux parties contractantes, nommés selon les règles et usages établis pour la nomination des ministres publics accrédités près des puissances étrangères (art. 1).

Les deux parties s'obligeaient à interposer leurs bons offices auprès des gouvernements des autres Etats de l'Amérique auparavant espagnole, afin de les faire entrer dans ce pacte d'union, de ligue et de confédération perpétuelle (art. 3). Aussitôt ce grand et important objet obtenu, une assemblée générale de tous les Etats américains se réunira. Elle sera composée de leurs plénipotentiaires. La mission de cette assemblée sera de cimenter d'une manière plus solide et plus stable les relations intimes qui doivent exister entre tous les Etats américains et chacun d'eux, de servir de conseil à ces Etats dans les grands conflits, de point de contact dans les périls communs, de fidèle interprète de leurs traités publics, quand il s'élèverait quelque difficulté, de juge arbitre et conciliateur dans leurs disputes et différends (art. 3).

Plus tard, en 1823, lors de l'approbation par le législateur péruvien, on supprima les mots « juge arbitre », et on insista sur l'idée que les attributions de l'Assemblée ne devraient être que diplomatiques et non judiciaires. C'était en effet conforme aux principes du droit des gens, qui n'admet pas de juge pour les Etats. Mais cet article 3 n'est-il pas bien intéressant ? N'est-il pas remarquable de voir, en 1822, l'idée de l'arbitrage international formulé à trois mille cinq cents lieues de l'Europe.

L'isthme de Panama, par sa situation intermédiaire, paraissait être l'endroit le plus convenable pour la réunion de l'assemblée, aussi, dans l'article 4 de la convention, la République de la Colombie s'engageait-elle à recevoir les plénipotentiaires sur ce territoire, en leur assurant toute la protection due à leur caractère d'hôtes et à leur inviolabilité diplomatique. Dans l'article 5, l'« Etat » du Pérou

1. Voir l'excellent ouvrage de M. Torrès-Caicedo, ministre de la République du Salvador, en France, intitulé *Union Latino-Américaine*, etc. 1865. La lecture de ce livre est indispensable pour bien suivre le développement de cette question.

2. Les Plénipotentiaires furent du côté du Pérou, le colonel Bernardo Monteagudo, et, pour la Colombie, D. Joaquin Mosquera.

3. Ratifiée en ce qui concerne le Pérou, le 15 juillet 1822 ; approuvée par la loi du 12 novembre 1823, et promulguée à la même date.

contractait la même obligation pour le cas où, soit les événements de la guerre, soit le vote de la majorité des Etats, transporteraient le siège de l'Assemblée sur un point quelconque du territoire péruvien. Il était stipulé, dans l'article 6, que ce pacte d'union, de ligue et de confédération perpétuelle n'interrompait d'aucune manière l'exercice de la souveraineté nationale de chacune des parties contractantes, mais qu'elles s'obligeaient expressément et irrévocablement à ne consentir à aucun traité avec l'Espagne ou autre nation au préjudice de l'indépendance des Républiques nouvelles et à soutenir en toutes occasions et en tous lieux leurs intérêts réciproques avec la dignité et l'énergie de nations libres, amies, sœurs et confédérées. Les articles 7 et 8 s'occupaient des forces militaires que les deux parties contractantes s'engageaient à entretenir.

Tel est le résumé de cette convention d'union, de ligue et de confédération, qui a été le point de départ de tous les efforts tentés depuis¹.

Traité du 10 juin 1823 entre la Colombie et Buenos-Aires.

L'année suivante, dans un traité du 10 juin 1823, la République de Colombie et l'Etat de Buenos-Aires, confirmaient d'une manière solennelle et « à perpétuité », l'amitié et la bonne intelligence qui avaient existé entre ces deux Républiques, « par l'identité de leurs principes et de leurs intérêts. » Elles contractaient une alliance défensive pour protéger leur indépendance de la nation Espagnole et de n'importe quelle autre domination étrangère. Un traité ayant le même objet avait été conclu, le 3 octobre de la même année, entre la Colombie et le Mexique.

Circulaire de Bolivar, du 7 décembre 1824.

Les esprits étaient donc préparés depuis 1822, lorsque Bolivar, alors chargé du gouvernement suprême de la République du Pérou adressa aux gouvernements des autres Républiques d'Amérique sa fameuse circulaire datée de Lima le 7 décembre 1824.

Cette circulaire était chaude d'enthousiasme. Le *Libérateur* y parlait un langage élevé. Il est temps, disait-il, que les intérêts et les relations qui unissent entre elles les républiques américaines, autrefois colonies espagnoles, aient une base fondamentale qui éternise, si c'est possible, la durée de ces gouvernements. « Etablir ce système et consolider le pouvoir de ce grand corps politique, ne peut être que l'œuvre d'une autorité supérieure, qui dirige la politique de nos gouvernements, dont l'influence maintienne l'uniformité de leurs principes, et dont le nom seul calme nos orages. Une autorité si respectable ne peut exister que dans une assemblée de plénipotentiaires nommés par chacune de nos républiques, et réunie sous les auspices de la victoire obtenue par nos armes contre le pouvoir espagnol. »

Bolivar rappelait ensuite l'invitation qu'il avait adressée, en 1822, comme président de la république de Colombie, aux gouvernements du Mexique, du Pérou, du Chili et de Buenos-Aires, afin de former une confédération et de réunir dans l'isthme de Panama une assemblée de plénipotentiaires de chaque Etat. Il rappelait la convention conclue entre le Pérou et la Colombie, le traité entre la Colombie et le Mexique. Pourquoi différer davantage l'assemblée des plénipotentiaires de républiques déjà confédérées de fait? Attendre l'adhésion de ces républiques ne serait-ce pas se priver des avantages que produirait cette assemblée dès son installation? Bolivar ne voulait pas de retard plus prolongé : comme délai entre la convocation et la réunion, six mois lui paraissaient suffisants; comme siège, au moins provisoire, de la première assemblée des confédérés, il désignait Panama, située à égale distance des extrémités du monde. « Si le monde, disait-il, avait à choisir sa capitale, l'isthme de Panama me paraîtrait indiqué pour cette auguste destination, placé comme il est au centre du globe, regardant d'un côté l'Asie, de l'autre l'Europe et l'Afrique... le jour où nos plénipotentiaires feront l'échange de leurs pouvoirs, une époque immortelle sera inscrite dans l'histoire diplomatique de l'Amérique. Quand, au bout de cent siècles, la postérité cherchera l'origine de notre droit public, elle consultera avec respect les protocoles de l'isthme. Elle y trouvera le plan des premières alliances, qui tracera la marche de nos relations avec l'univers. Que sera alors l'isthme de Corinthe, en comparaison de l'isthme de Panama!!! »

1. Ce traité se trouve dans la collection diplomatique publiée en 1858, à Lima, p. 12 et suiv.

Il y avait un peu d'hyperbole dans ce style, mais la beauté de la cause, l'exaltation de l'époque, justifiaient ces figures de langage. Le sentiment était, d'ailleurs, patriotique, la pensée était judicieuse, trop confiante peut-être dans le désintéressement des contemporains. La critique historique, qui vise à tout expliquer par des vues égoïstes, a cru entrevoir, plus tard, dans le projet de Bolivar, le germe d'une pensée ambitieuse... Mais, pourquoi découronner les grands hommes?

Réponse de la Colombie et du Chili.

Le gouvernement de Colombie répondit le 1^{er} mars 1825, et celui du Chili le 4 juillet de la même année. L'un et l'autre adhéraient au projet de Bolivar, mais avec moins d'enthousiasme; en faisant même quelques restrictions. Le gouvernement Colombien émettait l'avis que, dans l'intérêt mutuel des nouvelles républiques, l'assemblée convenue des plénipotentiaires devrait avoir lieu avec la participation de tous ou de la majeure partie des gouvernements américains, des belligérants comme des neutres, également intéressés à résister au prétendu droit d'intervention dont avaient été victimes quelques puissances du midi de l'Europe. Il désirait même les concours des Etats-Unis d'Amérique. Tout au plus consentait-il d'envoyer, dans un délai de quatre mois, ces deux plénipotentiaires dans l'isthme de Panama, pour procéder, de concert avec les plénipotentiaires du Pérou, à des conférences préparatoires, et pour entrer en correspondance directe avec les gouvernements du Mexique, de Guatemala, du Chili et de Buenos-Aires.

La réponse du « suprême directeur du Chili » n'était pas moins froide. On y distinguait, toutefois, d'une manière bien marquée, le désir de prendre pour soi-même l'honneur de l'initiative de l'idée. Le « suprême directeur » assurait que depuis longtemps, le « sublime projet » dont il était question avait préoccupé son attention; il répétait que les sages réflexions du gouvernement péruvien n'avaient fait qu'augmenter sa conviction. Mais il constatait avec regret un obstacle qu'il n'était pas dans son pouvoir de lever : l'absence d'une autorité législative qui examinât les bases arrêtées par le gouvernement de Colombie, et qui devaient servir de direction aux plénipotentiaires. Il convenait donc, selon lui, d'attendre la prochaine réunion du congrès général de la nation.

Dans l'une et l'autre réponse, on remarquait, d'ailleurs, une certaine appréhension des agissements de l'Europe. Le gouvernement colombien signalait, notamment, comme devant être pris en sérieuse considération par les républiques américaines, « le principe périlleux d'intervention que quelques cabinets de l'ancien monde avaient inauguré et pratiqué avec chaleur... » Il faisait ainsi allusion au traité dit de la *Quadruple Alliance* du 20 novembre 1815, par lequel l'Angleterre, la Russie, l'Autriche et la Prusse, s'étaient engagés, entre autres choses, à concerter entre elles et avec le roi de France les mesures qu'elles jugeraient nécessaires contre les manifestations de l'esprit révolutionnaire qui menaçait le repos de l'Europe, et à redoubler leurs soins pour veiller à la tranquillité et aux intérêts de leurs peuples. Il faisait surtout allusion aux événements qui en avaient été la suite : aux résolutions de la diète de Francfort, à l'intervention de l'Autriche à Naples et à Turin, au triomphe de la réaction en Italie, à l'intervention de la France en Espagne.

Notons qu'en 1824 un conflit s'était élevé entre la France et la Colombie, on avait craint l'approche de forces françaises. Bolivar avait écrit, à ce sujet, en date de Lima, le 14 mars 1825, une lettre très intéressante au général Francisco de P. Santander, dans laquelle il avait insisté sur son idée de réunir un grand congrès de plénipotentiaires américains dans l'isthme de Panama.

Il supposait alors que la France, livrée dans ces temps-là aux chefs de la Sainte-Alliance¹, avait conçu un vaste plan de conquête des pays latino-américains. C'était une erreur de ce grand esprit. Dans l'attente d'une guerre très prolongée, très ardue, très difficile, il ne trouvait d'autre palliatif à tant de maux en perspective que le grand congrès des plénipotentiaires dans l'isthme, avec un plan vigoureux,

1. Le traité dit de la « Sainte-Alliance » est le traité qui a été signé à Paris, le 26 septembre 1815, entre les empereurs d'Autriche et de Russie et le roi de Prusse. Ces trois souverains manifestaient leur résolution inébranlable, de ne prendre pour règle de leur conduite, soit dans l'administration de leurs Etats respectifs, soit dans leurs relations politiques avec tout autre gouvernement, que les préceptes de justice, de charité et de paix de la religion chrétienne. Ils cachaient ainsi sous un manteau religieux l'union conclue par les rois absolus contre les peuples.

serré, étendu, pouvant disposer d'une armée de cent mille hommes au moins, maintenue par la confédération et indépendante des Etats confédérés. Il conseillait aussi une alliance étroite avec les Etats-Unis d'Amérique et avec l'Angleterre. La Grande-Bretagne, en effet, abjurant ses erreurs passées, redoutant l'influence de la France dans la péninsule espagnole, et s'abandonnant à son égoïsme commercial, venait de patronner le principe de non-intervention, et de proclamer, par l'organe de lord Wellington, le droit de chaque nation à régler ses propres affaires.

La lettre de Bolivar est particulièrement remarquable par l'admiration qu'il n'y dissimule pas pour la France. Il s'y abstient de tout ton de défi; c'est un esprit prudent qui voit venir le danger, qui se prépare à la résistance, mais qui ne se nourrit pas d'illusions. Je comprends que les ennemis de Bolivar aient pu lui reprocher d'avoir grossi le péril pour mieux arriver à ses fins et de s'être servi de la prétendue expédition française comme d'un épouvantail opportun pour ses projets. Le « Libérateur » signalait en même temps l'anarchie qui existait à Buenos-Aires et le désordre gouvernemental dont souffrait le Chili.

P. PRADIER-FODÉRÉ¹.

(à suivre)

Considérations sur l'immigration.

(Suite.)

III

M. Schude attribue la diminution de la proportion de la race saxonne, comparativement aux autres races qui ont contribué au peuplement des Etats-Unis, au fait suivant : — Pendant que la population indigène au-dessous de 15 ans était représentée en 1850 par le chiffre de 49.07 pour cent, le terme moyen des étrangers de cet âge, arrivés en 1854-55, était de 77.63 pour cent.

Nombre d'habitants blancs dans les Etats-Unis, au-dessous de quinze ans, en 1850	8.002.715 =	40 ⁹³ 0/0
Au-dessus de 15 ans	11.550.353 =	59 ⁰⁷ 0/0
TOTAL	19.553.068 =	100 0/0
Nombre d'immigrants au-dessous de 15 ans en 1854	100.013 =	21 ⁷² 0/0
Plus âgés	360.461 =	78 ²⁸ 0/0
TOTAL	460.474 =	100 0/0
Nombre d'immigrants au-dessous de 15 ans en 1855	53.045 =	23 ⁰² 0/0
Plus âgés	177.431 =	76 ⁹⁸ 0/0
TOTAL	230.476 =	100 0/0

Le même écrivain supposait qu'il existait aux Etats-Unis 5 millions d'étrangers en 1850 et 6.610.869 indigènes, et calculait qu'ils se reproduiraient dans les proportions données.

Avant la publication des tableaux de mortalité des Etats-Unis, les staticiens et les hommes d'Etat croyaient généralement que la proportion de mort des fils d'étrangers était supérieure à celle des indigènes, — mais j'en ai toujours douté, dit M. Schude, en raison du fait que la moitié des décès ont lieu avant l'âge de vingt ans. — Cependant les habitants étrangers des Etats-Unis, sont divisés ainsi : au-dessus de 20 ans 75 %; au-dessous 25 %; il manque, donc, la grande proportion des enfants où la mort sévit le plus. — Le recensement, poursuit l'écrivain, démontre que je n'étais pas en erreur; d'après ces données, la mortalité se chiffrait ainsi : décès entre les naturels du pays, moins les esclaves, 1.494, — étrangers 1.469.

« Je ne considère ici, ajoute M. Schude, que la totalité des décès dans les Etats-Unis, sans m'arrêter dans les détails; je ne crois pas qu'ils sont exacts : ils sont trop en faveur des naturels. — D'après les tableaux nécrologiques, les décès à New-York ont été, parmi les étrangers, de 1 sur 32, à Massachusset 1 sur 60; à New-Jersey 1 sur 110, et à Maryland 1 sur 16. — Ces disproportions sont trop frappantes pour être véridiques; en tous cas elles ne peuvent détruire ma

1. Nous remercions l'éminent écrivain de l'opinion extrêmement flatteuse pour notre journal qu'il a bien voulu nous transmettre dans la lettre qu'il a eu l'amabilité de nous adresser au sujet de l'intéressant et très important travail dont nous commençons aujourd'hui la publication.

première proposition, savoir, que les décès entre les étrangers et entre les naturels sont dans une proportion égale et nullement en plus grande proportion parmi les étrangers. »

Voici, en 1850, d'après les calculs précédents, le nombre d'émigrants et leurs descendants qui ont contribué au peuplement de l'Union.

Depuis 1790	12.432.150
— 1800	11.032.109
— 1810	9.277.230
— 1820	8.669.089
— 1830	5.656.847
— 1840	3.215.899

Les appréciations de M. Schude, sur la diminution proportionnelle de la population indigène, ont été confirmées par des écrivains plus récents, tout au moins quant aux Etats de la Nouvelle-Angleterre.

Dans une publication faite par l'auteur de ce travail en 1876 dans « El Mundo Nuevo » de New-York, il citait les suivantes lignes de la Commission d'Education de Boston (1875). — « Chaque jour la tâche d'élever et d'instruire le peuple devient plus difficile. — Nous sommes à même de constater que le grand nombre d'ignorants qui débarquent chaque année dans nos ports, réagissent de plus en plus contre nos institutions.

« En comparant nos districts ruraux d'aujourd'hui (1875) avec ceux d'il y a cinquante ans, on constatera qu'ils sont peuplés par une classe d'habitants tout à fait différente. — L'élément puritain disparaît très vite¹, et un peuple, dont les goûts et les tendances sont bien opposés, prend possession de la terre.

Ces gens n'appartiennent pas à la race saxonne; ils sont formés dans une autre école, ou plutôt, ils n'ont jamais subi l'influence d'une école quelconque. »

Que l'immigration soit une nécessité suprême dans des pays qui appellent hautement les bras étrangers pour exploiter des territoires aussi étendus que fertiles; que l'industrie de l'Europe a contribué très principalement aux progrès du Nouveau-Monde, dans les Etats-Unis, dans les régions de la Plata, comme dans les possessions de la Grande-Bretagne, sont des faits évidents.

Si on avait empêché l'immigration européenne pour les Etats-Unis dès les premières années de l'indépendance, — la situation de ce pays serait actuellement bien différente, à son désavantage. — Et dans quel état se trouverait la République Argentine sans le renfort fécond de l'immigration européenne!

IV

Pour ne parler dans ce moment que des Etats-Unis, nous dirons que Schude considérait que sans l'immigration, l'Union se trouverait retardée de 30 ans dans le développement du progrès.

« L'accroissement de tous les progrès nationaux, dit cet auteur, a été en rapport avec l'augmentation de notre population. — Voici des données justificatives :

Années.	Importations.	Exportations.
1789-91	\$ 52.200.000	\$ 19.012.041
1810	85.400.000	66.757.974
1840	131.571.950	104.805.891
1855	261.468.520	275.156.846

Années.	Tonnage.	Rentes.
1789-91	\$ 502.146	\$ 4.399.473
1810	1.424.783	9.297.737
1840	2.180.764	16.993.858
1855	5.212.001	65.203.930

Ces chiffres² ont été toujours en augmentation, moins dans l'époque exceptionnelle de la guerre civile,

1. L'émigration des populations rurales de la Nouvelle-Angleterre pour les régions de l'Ouest, explique, en partie, la diminution graduelle de l'élément indigène. Une autre raison de ce résultat est le manque de reproduction systématique et criminel des familles indigènes, phénomène qui appelle aujourd'hui l'attention en France, ou un esprit erroné d'économie ainsi que la crainte de voir les fortunes divisées entre beaucoup d'héritiers, a contribué à empêcher l'accroissement de la population nationale.

2. Nous empruntons à un remarquable article du journal La Nacion de Buenos-Aires, publié dans le numéro du 4 octobre

Proportionnellement la République Argentine peut présenter des résultats analogues, avec la différence, très importante : 1° que ce pays ne se trouvait pas préparé, lors de son émancipation comme les États-Unis, par son régime colonial, pour mettre en pratique les institutions libres ; — et 2° qu'il a traversé des longues périodes de guerres, externes et civiles, si funestes, ces dernières, pour les habitudes d'ordre et de légalité, pour l'éducation morale et intellectuelle du peuple.

Nonobstant ces soulèvements et agitations politiques, les émigrants de l'Europe ont continué à se diriger vers la République Argentine, où ils se trouvent protégés par nos lois libérales et favorisés par un climat admirable et par un sol des plus riches et fertiles.

Nous commençons aujourd'hui à nous demander pourquoi cet élément étranger qui trouve à la Plata une hospitalité si généreuse, ne s'incorpore-t-il pas à la congrégation politique dans le sein de laquelle il a trouvé de si précieux bénéfices ?

Nous avons déjà indiqué la cause capitale de cette situation dans le début de ce travail.

Nous allons nous occuper maintenant de la législation des États-Unis sur l'immigration.

V

Héritiers des traditions et de la législation anglo-saxonne, les Anglo-Américains regardèrent d'abord avec prévention l'idée d'accorder aux étrangers le droit d'acquérir des biens immeubles dans le territoire de l'Union ; ils songèrent à leur interdire l'exercice de ce droit à moins d'obtenir préalablement la naturalisation.

Ces principes se sont modifiés peu à peu dans les différents États de l'Union, mais ils ont persisté longtemps.

Les conditions pour obtenir la naturalisation, très faciles au commencement, se sont augmentées dans la suite, résultat de la propagande du parti appelé *Américain*, qui a combattu chaudement les lois libérales en faveur de l'immigration.

Les lettres de Madison exposent le programme de l'*Américain party*.

D'après ces documents, les lois sur l'immigration furent modifiées en 1802, 1813 et 1816. Dans le mois de mai 1828, M. Buchanan, visant son élection présidentielle, cette législation fut de nouveau remaniée. Cette nouvelle loi abrogea la preuve écrite et authentique de la résidence de cinq ans, nécessaire pour la naturalisation, la substituant par la preuve de témoins et par le serment de l'intéressé. Des fraudes et des parjures innombrables furent la conséquence de cette loi inspirée à l'intérêt des partis.

Est-ce qu'il est nécessaire de faire ressortir les dangers, pour une société démocratique, de l'ingérence de l'étranger, aussi facilement incorporé à la communion politique, sans qu'une résidence préalable assez longue fasse naître en lui l'amour indispensable à la nouvelle patrie, et lui donne le temps de connaître la législation, les nécessités imposées par les circonstances, les hommes, les partis et leurs doctrines, le rendant apte, en un mot, à l'accomplissement consciencieux de ses devoirs civiques ?

Octobre 1882.

M. R. G.

(A suivre.)

Question de limites entre le Brésil et la République Argentine.

M. A. Del Viso, ministre argentin à Rome, nous a fait parvenir sa réplique à l'article de M. le baron Aguiar d'Andrada, ministre du Brésil à Lisbonne, que nous avons publié dans le numéro de la *Revue* du 15 octobre. — Nous regrettons, faute de temps, le manuscrit nous étant arrivé trop tard, de ne pas publier aujourd'hui ce remarquable travail du diplomate argentin. Nos lecteurs le trouveront dans le prochain numéro de la *Revue*.

P. S. L.

dernier, les chiffres suivants : se rapportant aux États-Unis d'Amérique :

Années.	Population.	Richesse.	Capital par habitant.
1790	3 930.000	\$ 750.000.000	\$ 190
1860	31.500.000	46.159.000.000	513
1870	38.538.000	25.740.000.000	660

Note du Directeur.

Courrier d'Amérique.

République Argentine. — La paix continue à produire ses immenses bienfaits dans toute l'étendue du territoire.

On signale une agitation naturelle, dans la province d'Entre-Rios, à l'approche des élections.

A Buenos-Aires, dans la chambre des députés de la Nation, un incident personnel, survenu entre le président de ce Corps législatif et un député, a produit un certain malaise qui ne laissera pas de traces, nous en sommes convaincus, permettant au Congrès de clôturer ses sessions dans la plus parfaite harmonie entre les pouvoirs publics.

— M. Villamayor a été nommé ministre des finances de la province de Buenos-Aires. Tout fait espérer qu'il sera aussi habile et aussi heureux que son prédécesseur, M. Uriburu, dans l'administration qui vient de lui être confiée par le Dr Dardo Rocha, gouverneur de la province.

Brésil. — C'est à la paix que l'Empire doit les progrès qu'il a pu accomplir jusqu'à ce jour. Heureusement pour ce pays et pour toute l'Amérique, la tranquillité la plus absolue continue à régner dans toutes les vingt provinces du Brésil.

— La clôture des Chambres doit avoir lieu dans ce mois-ci.

— Le Sénat avait voté la somme de 750 contos (1.800.000 fr.) pour les études, plans et devis, du chemin de fer entre les rivières Madeira et Mamoré.

Il avait accordé la garantie de 6 % sur 2 mille contos (5 millions de francs) pour le prolongement, par la vallée du Cearémirim, du chemin de fer Natal à Nova Cruz, dans la province du Rio Grande do Norte, ainsi que la même garantie sur 800 contos pour le prolongement du chemin de fer Conde d'Eu, entre Parahyba et le port Cabello.

Le Sénat a accordé également la somme de 840 contos pour des travaux d'amélioration du port de Rio Grande do Sul et du Jaguaron dans la frontière de l'Uruguay.

— Les débats dans le Sénat sur la loi des sociétés anonymes avaient pris fin ; dans l'avenir, d'après la sanction du sénat, ces sociétés pourront s'organiser sans l'intervention du gouvernement avec les limitations, *mutatis mutandis*, de la loi française de 1867. Le projet a été renvoyé à la chambre des députés.

Colombie. — Le gouvernement vient d'être autorisé à contracter la construction d'un chemin de fer entre le port de Cartagena et un point à déterminer dans le fleuve Magdalena.

Le gouvernement paiera au constructeur 40.000 piastres par chaque mille anglais, en bons du trésor de 5 %.

Lorsque ces bons seront amortis par le produit de l'exploitation de cette voie ferrée, la propriété du chemin sera déclarée en faveur de l'État de Bolivar, lequel versera au trésor de l'Union 25 % du produit net.

— Par une autre loi, le gouvernement a déclaré la liberté d'élaboration du sel et son introduction de l'étranger ; les droits d'importation sont fixés à \$ 0.30 par chaque 12 1/2 kil. à partir du 1^{er} janvier 1883, ces droits seront de \$ 0.60.

Equateur. — Il y a quelques semaines nous annoncions que cette république était nouvellement en paix. Malheureusement elle a été troublée de nouveau par quelques groupes armés qui, violant l'asile qu'ils avaient trouvé dans la Colombie, lors de la défaite d'Alfaro, ont envahi le territoire équatorien. Les envahisseurs surprirent les villes de Ibarra et de Riobamba, mais se sont bientôt mis en retraite à l'approche des forces du gouvernement qui paraît disposé à agir avec la plus grande énergie contre ces groupes de mécontents. Quant au gouvernement de la Colombie nous ne doutons pas qu'il se hâtera de prendre les mesures les plus efficaces pour éviter que les perturbateurs de la paix de la nation voisine puissent s'organiser et s'armer dans son territoire. Les règles du droit des gens sont explicites à ce sujet : le Gouvernement Colombien doit faire éloigner de la frontière équatorienne tous les chefs et hommes politiques du parti contraire au Gouvernement du général Veintemilla.

Mexique. — La Chambre des députés a été saisie, pendant la quinzaine qui vient de s'écouler, de divers projets de loi et des propositions de quelque intérêt. Il lui a été présenté entre autres un projet de loi, aux termes duquel l'exécutif fera procéder, tous les dix ans, à un recensement officiel. Le Congrès de l'Union fixera alors le chiffre des députés pour chaque État, pour le district fédéral et pour le territoire de la Basse-Californie.

— Un autre projet de loi a été présenté, relativement à l'organisation de l'administration municipale; l'exécutif en sera chargé. L'élection du conseil municipal sera directe, et le renouvellement de ses membres aura lieu par moitié, afin que leurs fonctions durent deux ans au lieu d'un.

— La commission de finances de la Chambre des députés lui a soumis un rapport concluant à la concession d'une prime à toutes les personnes qui se dédieront à la construction d'embarcations avec des bois du pays.

— La Chambre a approuvé le contrat passé le 28 juin entre le ministère des travaux publics et M. José M. Amat, pour la construction et l'exploitation d'un chemin de fer non subventionné, qui s'appellera "chemin de fer du plateau central."

— Le Sénat vient d'être saisi d'un projet de réforme constitutionnelle, d'après lequel, à l'avenir, les délits de presse seraient jugés par les tribunaux ordinaires.

— Le gouvernement n'a pas encore manifesté sa résolution à l'égard des pourparlers pour la conclusion d'un traité de réciprocité commerciale avec les États-Unis. On espère, cependant, que le gouvernement ajournera, tout au moins, la considération de cette affaire.

— Le câble sous-marin qui relie le Mexique avec les républiques de l'Amérique centrale et de l'Amérique du Sud, a commencé à fonctionner le premier de ce mois. A cette occasion, le président des États-Unis du nord a adressé au président de la république Mexicaine le télégramme suivant :

" Washington, 1^{er} octobre 1882. — Au président des États-Unis du Mexique. — A l'occasion de l'heureux établissement d'un nouveau moyen de communication entre les pays du nord et du sud de l'Amérique, le président des États-Unis envoie ses félicitations au président du Mexique, et il a l'espoir et désire avec ardeur que ce nouveau lien unisse les deux nations plus étroitement encore et développe davantage le commerce et les relations amicales entre les deux peuples. — Chester A. Arthur. "

M. le général Gonzalez a répondu :

" Mexico, 7 octobre 1882. — Au Président des États-Unis d'Amérique, Washington, D. C. — Le Président de la République Mexicaine remercie cordialement le Président des États-Unis d'Amérique de ses aimables félicitations pour le câble qui unit le Mexique au Sud-Amérique, et il a l'espoir que cette importante amélioration, provoquée par l'industrie américaine, contribuera à l'augmentation du trafic et des relations amicales entre les deux républiques. — Manuel Gonzalez. "

Des félicitations ont été adressées, pour la même circonstance, par M. le général Gonzalez à chacun des Présidents des républiques du Centre et du Sud-Amérique dans les termes suivants :

" Le Président de la République Mexicaine a le plaisir d'inaugurer la communication télégraphique qui unit la Nation avec ses sœurs du Continent, en envoyant ses salutations au Président de Costa-Rica, de Colombie, de l'Equateur, du Guatemala, du Salvador, du Nicaragua. "

Les Présidents de ces républiques ont répondu aux salutations de M. le général Gonzalez en termes courtois et flatteurs, et en témoignant de leur désir de voir se resserrer de plus en plus les liens qui unissent leurs pays avec le Mexique.

— Le décret relatif au mode de remplacement du Président de la République, en cas de défaut temporaire ou absolu, a été publié le 3 du courant et promulgué solennellement le 12 du même mois. A cet effet, une partie des troupes de la garnison, en grande tenue, infanterie, cavalerie et artillerie se sont formées en bataille près du Palais National. Après la lecture du décret, les musiques militaires se sont fait entendre, les cloches ont sonné à toute volée et des salves d'artillerie ont été tirées par intervalle. Puis les troupes, formées en colonne, ont défilé devant le Palais et ont parcouru diverses rues de la ville. Le drapeau national flottait sur tous les édifices publics.

Paraguay. — Le gouvernement a été autorisé à emprunter \$ 250,000 à l'intérieur ou à l'extérieur; cette somme sera destinée à divers travaux publics.

— Une banque, sous le titre de « Banco del Paraguay », a été établie à l'Asuncion, capitale de la république, avec un capital de \$ 500,000 (fr. 2,500,000.)

— La dette publique a été réduite à \$ 480,000 en bons amortissables avec le 15 % des droits d'importation.

— Le Paraguay est un des plus beaux pays de l'Amérique par la fertilité merveilleuse de son sol. Les richesses de ses

forêts sont admirables. Nous sommes sûrs que dans quelques années, excitée par les bras et les capitaux de l'Europe, cette république commencera à développer son commerce dans les proportions désirables, préparant ainsi un avenir de grande prospérité.

Les chefs du gouvernement sont :

Président de la République : le général B. Caballero.

Ministre de l'intérieur : le colonel Duarte (par intérim);

Ministre des affaires étrangères : J. Decoud;

Ministre des finances : J. Jara;

Ministre de la justice et des cultes : J. Bazaras;

Ministre de la guerre : le colonel Duarte.

Pérou. — Nous confirmons nos dernières nouvelles sur la situation du pays. Le général Iglesias, qui commande les sept départements du Nord, adressa une longue proclamation au peuple, manifestant que M. Montero n'ayant pas voulu réunir une assemblée nationale pour décider si on doit faire la paix ou continuer la guerre, il était de son devoir, en vue de la situation cruelle qui a été faite au pays, de décréter les élections dans les sept départements du Nord. Les élections doivent avoir eu lieu le 20 octobre. Le général Iglesias croit qu'il faut faire la paix, et que le triomphe par les armes est désormais impossible.

Nous croyons que le général Iglesias est dans le vrai.

San Salvador. — Les relations officielles entre cette république et celle de Costa Rica ont été rétablies le 15 septembre dernier.

— Par décret du 14 septembre les droits de 2 % sur l'exportation du café ont été supprimés.

Uruguay. — Un conflit entre le pouvoir exécutif et le tribunal de justice vient d'avoir lieu. Les membres du tribunal adressèrent au Corps législatif leur démission collective qui fut acceptée. Les nouveaux élus, sont les D^{rs} Manuel Herrera y Obes, Terra, Rucker, Salvanach et Velasco. Les deux premiers étaient secrétaires d'Etat au moment du conflit. D'autre part, le D^r Carlos de Castro, qui faisait partie du tribunal, a été nommé ministre des affaires étrangères en remplacement du D^r Herrera.

La nouvelle de ce changement nous arrive par télégramme et pourtant les détails nous manquent sur les vrais mobiles de cette évolution dont la portée nous échappe.

Logiquement le conflit devrait se reproduire, le D^r Castro, qui est un homme politique important, ne pouvant pas soutenir, comme ministre, des doctrines différentes à celles qu'il a soutenues comme membre du tribunal. De même les D^{rs} Herrera et Terra, aujourd'hui au tribunal, ne peuvent pas penser d'accord avec le D^r Castro, aujourd'hui au ministère, sur la question qui donna en résultat la démission collective de la haute chambre de justice.

En politique, cependant, la logique n'est pas toujours un guide sûr et fidèle.

— Un condamné à mort, Carbajal, devait subir sa peine le 29 septembre dernier à Montevideo. Comme il s'agissait d'un meurtre prémédité et perfide, le président n'avait pas la faculté de commuer la peine. — Le chef du pouvoir exécutif avait le désir, cependant, d'éviter à la population de Montevideo ce spectacle toujours poignant de l'assassinat légal; aussi, suivant l'opinion d'un journaliste distingué, qui fait honneur à son pays par son talent et par les principes qu'il soutient, le D^r Carlos Maria Ramires, rédacteur du journal « La Razon », le général Santos s'adressa au corps législatif, en ajournant l'exécution, dans le but de soumettre à son approbation un projet de loi d'après lequel la peine de mort prononcée contre Carbajal serait commuée dans celle de 20 ans de travaux forcés.

Nous ne doutons pas que le principe de l'inviolabilité de la vie humaine, de la justice, triomphera cette fois-ci dans la République de l'Uruguay.

Courrier d'Europe.

Nous avons assisté à l'ouverture des Chambres françaises. Le ministère Duclerc a donné lecture d'une déclaration terne et froide sur le programme actuel du gouvernement.

Un des journaux dont le cabinet s'est assuré l'appui, organe de M. Gambetta, manifesta ainsi l'impression produite par la déclaration du gouvernement.

« La déclaration ministérielle lue hier à la Chambre et au

Sénat, n'a pas obtenu grand succès; elle n'a pas soulevé non plus de violentes tempêtes.

« Le président du conseil a mis sur le même plan toutes les lois soumises aux délibérations des Chambres; celle des logements insalubres aussi bien que celle de la réforme judiciaire. Cette égalité de traitement appliquée à des questions d'ordre différent n'est pas faite, au fond, pour nous déplaire: il n'empêche qu'une telle nomenclature, par cela seul qu'elle est originale, a pour effet de paraître mettre au premier rang certaines réformes dépouillées de tout caractère politique.

« Le ministère, qui n'a peut-être pas toute l'homogénéité nécessaire, s'est renfermé, sans doute intentionnellement, dans un certain vague à l'égard de ses projets de réforme.

« Il convient ainsi de n'attacher à la déclaration du 9 novembre qu'une importance restreinte. C'est à l'œuvre qu'il faudra juger un ministère qui tire sa raison d'être de la force même des choses. »

Relativement aux affaires de l'Égypte, le gouvernement manifeste sa confiance dans une entente amicale avec l'Angleterre, gardant, cependant, toute réserve, au sujet des négociations entamées.

En attendant, le khédive a mis fin au contrôle franco-anglais.

Les troubles socialistes de Montceau-les-Mines et de Lyon, quoique n'ayant pas tout à fait disparu, ont perdu beaucoup de leur importance primitive. Aussi le gouvernement a réprimé avec une grande énergie le mouvement révolutionnaire qui commençait à donner des sérieuses inquiétudes aux populations laborieuses de la France.

— Une grande émotion a été causée en Angleterre par le passage du discours prononcé le 8 de ce mois à la Chambre des communes par M. Gladstone, et dans lequel celui-ci a, en quelque sorte, promis aux Irlandais des lois donnant une certaine autonomie à leur île.

Les journaux conservateurs fulminent contre ce projet, qui serait l'abandon de la vieille politique anglaise à l'égard de l'île-sœur, traitée en Cendrillon pendant des siècles. Les journaux libéraux applaudissent, et le *Freeman's Journal*, de Dublin, organe parnelliiste, oubliant toutes les accusations qu'il a portées naguère, contre M. Gladstone, termine son article en disant que celui-ci « terminera ainsi, d'une façon digne, une des carrières les plus brillantes dans l'histoire de l'Angleterre.

Au banquet annuel du lord-maire de la cité de Londres, au Guildhall, le premier ministre a déclaré qu'à son avis, les institutions ne courent plus aucun danger en Irlande. Il espère qu'à l'avenir le peuple irlandais marchera dans les voies de la légalité, seul moyen d'obtenir du Parlement le redressement de ses légitimes griefs. M. Gladstone a fait valoir à l'appui de son opinion, la diminution du nombre des crimes agraires, qui est tombé de 531 par mois à 111. C'est encore un joli chiffre, et qui prouve qu'il y a d'importantes réformes à édicter ou à exécuter.

— En Autriche-Hongrie toute l'attention publique s'est consacrée à analyser les déclarations faites, devant la délégation autrichienne, par M. Kalnoky, ministre des affaires étrangères.

D'après cette déclaration, les liens d'étroite amitié qui unissent l'Autriche-Hongrie à l'Allemagne ne se sont pas relâchés. Ces liens, basés sur la communauté de grands intérêts constituent la garantie la plus sûre de la paix européenne.

Les nations étrangères, et surtout celles qui sont les voisines de l'Autriche, cherchent à prendre part à cette alliance pacifique. L'Italie, notamment, a manifesté, il y a à peine un an, d'une manière non équivoque, le désir qu'elle éprouvait d'adhérer plus étroitement aux vues des deux empires.

Le gouvernement austro-hongrois a entretenu et développé avec soin ces relations amicales, de sorte qu'on peut les considérer comme tout à fait consolidées.

L'empereur n'a pas encore pu, il est vrai, rendre au roi et à la reine d'Italie la visite qu'ils lui ont faite; mais cela dépend d'autres motifs. Les relations cordiales qui existent entre les deux cours, comme entre les deux gouvernements, ne sont nullement altérées par cet incident.

Parlant de la Russie, le ministre a constaté que les opinions pacifiques que le czar a souvent exprimées et a su faire prévaloir, malgré tous les événements, donnent lieu de penser que la paix européenne n'est pas menacée de ce côté. M. de Kalnoky a fait ensuite remarquer que les relations amicales de l'Autriche-Hongrie, avec les puissances occidentales, n'ont pas été troublées, et il a tiré de ce fait

la conclusion qu'il n'y a, autant qu'il est possible de prévoir l'avenir, aucune raison pour appréhender une perturbation de la paix européenne.

— En Italie les élections parlementaires ont donné en résultat le triomphe de la politique franchement libérale du gouvernement. Les démocrates ont gagné encore quelques sièges.

Les rapports entre l'Italie et la France sont actuellement excellents.

Le général Menabrea vient d'être nommé ambassadeur près du gouvernement français. Il sera remplacé à Londres par le chevalier Nigra, qui laisse à son tour son poste de Saint-Petersbourg au général Cialdini.

Le général Menabrea a été longtemps un ami sincère de la France. Fils directs des Latins, Français et Italiens, devraient toujours vivre en paix, sans jalousies, sans brouilles, sans rivalités, conciliant de bonne foi leurs intérêts légitimes.

Le nouvel ambassadeur italien ne faillira pas à la glorieuse mission de resserrer les liens de cordialité entre ces deux grands peuples, l'Italie et la France.

Revue Économique.

République Argentine. — Voici le mouvement de la navigation intérieure de ce pays pendant l'année 1881.

Entrées :	
16.878 navires à voile	518.192 tonnes.
5.848 — à vapeur	1.280.043 —
<u>22.726 navires avec.</u>	<u>1.798.235 tonnes.</u>
Sorties :	
17.132 navires à voile	481.459 tonnes.
5.483 — à vapeur	1.291.710 —
<u>22.615 navires avec.</u>	<u>1.773.169 tonnes.</u>

Soit un total de 45.341 navires avec un tonnage égal à 3.571.404.

Le mouvement extérieur a été :

Entrées :	
3.412 navires à voile	413.618 tonnes.
2.542 — à vapeur	905.082 —
<u>5.954 navires avec.</u>	<u>1.318.700 tonnes.</u>
Sorties :	
2.500 navires à voile	323.120 tonnes.
2.300 — à vapeur	843.116 —
<u>4.800 navires avec.</u>	<u>1.166.236 tonnes.</u>

Le total a été, donc, avec l'extérieur, de 10.754 navires jaugeant 2.484.936.

Ces deux mouvements réunis, nous constatons le résultat suivant :

56.095 navires avec 6.056.340 tonnes.

— En comparant ces chiffres, quant au mouvement de la navigation extérieure, nous constatons une augmentation extraordinaire et continuelle.

1878.	3.673 navires avec	1.563.221 tonnes.
1879.	5.900 —	2.032.496 —
1880.	8.215 —	2.242.582 —
1881.	10.754 —	2.484.036 —

Relativement à la navigation intérieure, le progrès est encore plus extraordinaire.

1880.	36.149 navires avec	1.935.454 tonnes.
1881.	45.341 —	3.571.404 —

La navigation à vapeur continue à se substituer graduellement au transport par navires à voile, comme il résulte des comparaisons suivantes :

1880, à vapeur.	62 0/0
— à voile	38 0/0
1881, à vapeur.	72 0/0
— à voile	28 0/0

Brésil. — Voici ce que nous lisons dans le *Diario official* de cet empire au sujet de la culture du café.

« D'après les dernières statistiques la production du café dans tout le monde était :

En 1839, de.	338 millions de kilogr.
En 1864, de.	450 —
En 1870, de.	590 —
En 1880, de.	650 —

La récolte annuelle dans le Brésil est, actuellement, de 300 millions de kilogrammes. Il y a un siècle il y avait à peine quelques caféiers dans le jardin d'un couvent à Rio de Janeiro!

Voici la production pendant les dernières dix années au Brésil.

1870-1871 de	165.172.000	kilogr.
1871-1872 de	160.993.000	—
1872-1873 de	156.055.000	—
1873-1874 de	162.113.000	—
1874-1875 de	210.091.000	—
1875-1876 de	236.700.000	—
1876-1877 de	207.978.000	—
1877-1878 de	234.462.000	—
1878-1879 de	258.654.000	—
1879-1880 de	286.961.000	—

— La valeur officielle de l'exportation par le port du Pará, s'est élevée, dans le premier semestre de 1882, à Rs. 15.372 : 937 \$, quand, dans la même période de 1878, elle ne s'était élevée qu'à la somme de Rs. 5. 652 : 581 \$.

Chili. — Voici, divisées par navires, les dépenses faites par le gouvernement du Chili, depuis le 20 mai 1879 jusqu'au 30 juin 1884, comme frais, appointements, vivres, médecines, réparations, etc., de l'escadre en opérations contre le Pérou et la Bolivie.

Blanco Encalada	\$ 403.706	87
Almirante Cochrane	427.503	72
Huáscar	224.746	65
Esmeralda	35.155	94
O' Higgins	434.987	89
Chacabuco	321.904	90
Magallanes	177.631	75
Pilcomayo	133.271	02
Covadonga	136.262	71
Angamos	190.206	83
Amazónas	290.888	65
Abtao	103.319	27
Pisagua	49.940	30
Tolten	92.395	89
Loa	129.915	26
Pontons, frêts, etc	364.471	70
TOTAL	\$ 3.516.399	35

Colombie. — Le mouvement du commerce extérieur en 1876-77 était de \$ 16.758.000. En 1879-80 il s'est élevé à \$ 24.191.800, soit une augmentation de 45 %.

Ce mouvement (1879-80) se divise ainsi :

Importations	\$ 10.387.000
Exportations	13.804.800

Dans ces chiffres n'est pas compris le commerce de Panama dont les ports sont libres.

Le principal port de la Colombie est celui de Barranquilla; les importations par ce port se sont élevées, en 79-80, à \$ 7.390.600.

Les importations, selon le pays de provenance, se divisent ainsi.

Angleterre	\$ 4.150.000
France	2.498.400
Etats-Unis	1.848.200
Allemagne	582.000
Curazao	560.800
Colon et Panama	291.400
Antilles	119.000
Divers	337.200
TOTAL	\$ 10.387.000

On sait que les marchandises importés de Curazao, Colon et Panama, sont, en presque totalité, de provenance européenne ou nord-américaine.

Les principaux articles d'exportation se divisent ainsi :

Quinine	\$ 3.229.200
Café	3.051.400
Tabac	1.283.800
Cuir et peaux	1.009.000
Bétail en pied	528.000
Ivoire végétal	285.200
Bois	133.400
Argent et or en barres	2.767.400
Minéraux	514.600

Ces articles ont été expédiés pour les pays suivants :

Etats-Unis	\$ 4.565.250
Angleterre	4.326.200
France	1.971.000
Allemagne	1.648.800
Antilles	556.000

Curazao	304.000
Divers	433.600
TOTAL	\$ 13.804.800

Uruguay. — La population de cette République est, d'après le dernier recensement (1879), de 438.245 habitants; on calcule, cependant, qu'elle dépasse aujourd'hui de 460.000.

Cette population se distribue ainsi, par nationalités :

Uruguayens	298.023 =	68.33
Espagnols	39.780 =	8.66
Italiens	36.303 =	8.31
Brésiliens	20.178 =	4.62
Argentins	15.546 =	3.56
Français	14.375 =	3.29
Anglais	2.772 =	0.63
Allemands	2.425 =	0.48
Divers	9.143 =	2.12
TOTAL	438.245 =	100.00

Les fils d'étrangers, nés dans le pays, sont considérés, d'après la constitution de l'Etat, comme des nationaux.

La population se compose ainsi :

Uruguayens	298.023 =	68.33
Etrangers	140.222 =	31.67

Quant aux sexes :

Hommes	226.580 =	51.70
Femmes	211.665 =	48.30

Les immigrants étrangers ont été toujours dans la proportion de $\frac{3}{4}$ hommes et $\frac{1}{4}$ femmes.

Il y a $2\frac{3}{4}$ habitant par kilomètre carré dans toute la République.

La République est divisée en 12 départements, savoir.

Montevideo	111.500	habitants.
Canelones	52.331	—
Soriano	27.051	—
Colonia	20.216	—
San José	27.776	—
Maldonado	26.036	—
Florida	20.888	—
Paysandu	33.985	—
Salto	25.941	—
Cerro Largo	24.475	—
Minas	20.991	—
Durazno	16.000	—
Tacuarembó	31.055	—

— Décès dans la République :

En 1878	6.702
En 1879	7.323

— Naissance (d'après les baptêmes).

En 1878	21.663
En 1879	23.895

— En 1878 les naissances ont été ainsi classées.

Fils légitimes	17.309
— naturels	4.354

— Mariages :

En 1878	3.212
En 1879	2.701

— Nous allons maintenant analyser ces données statistiques, que nous empruntons à l'excellent rapport officiel, récemment publié et dont nous venons de recevoir un exemplaire.

Nous prendrons pour base l'année 1878 ; nous calculons que la population est de 450,000 habitants.

	Naissances.	Décès.	Excédant des naissances.	Mariages.
Uruguay	4.80	1.49	3.31	0.72
Province de Buenos-Aires	4.64	2.12	2.52	0.62
France	2.65	2.45	0.20	0.76
Italie	3.76	3.06	0.70	0.74
Angleterre	3.56	3.27	1.29	0.88
Wurtemberg	4.08	3.16	0.92	0.80
Belgique	3.23	2.40	0.83	0.76
Saxe	4.01	2.90	1.11	0.89
Danemark	3.11	2.12	0.99	0.74

Quant à la proportion entre les fils naturels et les fils légitimes, nous trouvons les chiffres suivants :

	Légitimes.	Naturels.
Uruguay	80 $\frac{0}{10}$	20 $\frac{0}{10}$
Province de Buenos-Aires	72.78	27.22
Paris et département de la Seine	72.78	27.22

— Ces données statistiques prouvent que l'organisation sociale et la salubrité de l'Uruguay sont au-dessus de tout éloge. Nous appelons sur ces chiffres, l'attention de la société statistique de Paris.

L'émigration a pris en 1881, aux États-Unis une extension qui a dépassé les prévisions les plus optimistes. L'établissement de *Castle Garden*, où se rendent les émigrants en débarquant à New-York, a reçu, à lui seul, 455,681 individus des deux sexes, et, bien que les rapports des commissaires de Boston, de Philadelphie et des autres ports de l'Union ne nous soient pas encore parvenus, on peut déjà affirmer qu'en 1881 la population américaine aura été augmentée de 700,000 âmes par le seul fait de l'immigration.

Cet accroissement immense est d'autant plus remarquable que, dans le cours de l'année 1880, considérée jusqu'ici comme la plus prospère pour les États-Unis, les commissaires de l'émigration n'avaient enregistré que 320,607 émigrants arrivés à New-York. Les paquebots ayant débarqué 455,681 Européens cette année, l'excédent en faveur de 1881 se trouve être de 135,000.

Tableau comparatif de l'émigration en 1880 et 1881.

	1880	1881
Janvier.	5.677	8.082
Février.	7.904	9.753
Mars.	21.094	27.708
Avril.	45.578	59.748
Mai.	55.083	76.791
Juin.	42.027	59.721
Juillet.	25.382	34.834
Août.	25.321	33.840
Septembre.	28.942	36.378
Octobre.	30.702	39.224
Novembre.	18.904	31.000
Décembre.	15.993	37.604
Totaux.	320.607	455.681

Ces 455,681 immigrants ont payé aux chemins de fer seuls pour frais de transport 250,000 dollars (1,259,000 fr.), et apporté, d'après les estimations de la presse, plus de 9 millions de livres sterling (45 millions de francs) aux États-Unis; encore ce chiffre semble-t-il trop faible si l'on considère que les statistiques ne comprennent que ceux des immigrants qui ont été obligés de recourir à l'assistance de la commission de *Castle Garden*. On ne tient compte ni de ceux qui ont pu se passer de l'aide de cette commission, ni des passagers de 1^{re} et de 2^e classes qui, sans son intermédiaire, sont venus enrichir l'Union américaine de leur argent et de leur industrie.

La cause principale de la marche ascensionnelle que suit l'émigration est la facilité avec laquelle les Européens aujourd'hui arrivent à se placer et la prospérité relative de la situation économique des États-Unis.

Il n'en a pas toujours été ainsi: l'étude historique des dix dernières années prouve surabondamment que le courant de l'émigration a suivi les alternatives de cette situation.

Avant 1871, la guerre de sécession et la crise commerciale avaient, en effet, considérablement restreint le mouvement d'immigration qui, depuis 1865, ne fut que d'environ 200,000 individus par an; légère amélioration en 1872.

En 1873, le progrès fut sensiblement plus marqué, et 265,000 Européens débarquèrent à New-York. Cette recrudescence subite faisait présager une augmentation pour l'année suivante, qui n'amena au contraire que 150,000 étrangers.

En 1875 et en 1876, crise financière aux États-Unis. L'Europe hésite à venir y chercher fortune et les chiffres tombent rapidement à 100,000 et même à 63,855 en 1877. En 1880 enfin, les chiffres sautent brusquement de 133,907 à 320,607, plus du double, et atteignent en 1881 le total significatif que nous avons déjà signalé.

Tableau de l'émigration pendant les onze dernières années.

1871.	228.962	émigrants.
1872.	292.844	—
1873.	268.278	—
1874.	149.762	—
1875.	99.903	—
1876.	75.035	—
1877.	63.855	—
1878.	79.801	—
1879.	133.907	—
1880.	320.607	—
1881.	455.861	—

Dans cette affluence du vieux monde vers le nouveau, la race germanique tient en 1881 le premier rang, avant l'Angleterre, avec un contingent de 188,255 émigrants et un excédent de 84,000 sur l'année précédente.

La colonie allemande compte à elle seule plus de 400,000 membres dans l'Etat de New-York.

Cet accroissement, si l'on en croit les prévisions, sera encore plus caractéristique en 1882. Les statistiques portent à 125,000 les émigrants qui quitteront le seul port de Brême pour se rendre en Amérique. Des autorités locales ont vainement essayé d'endiguer le courant qui ne fait que grossir, et l'on peut affirmer, sans être taxé d'exagération, que l'émigration germanique dépassera de 25 p. 100 en 1882 celle de 1881.

Un tel envahissement des États-Unis par la race allemande étonne moins si l'on considère que les membres de la colonie germanique actuelle, satisfaits de leur situation présente et de leur prospérité relative et désireux de faire partager leur bien-être à leur famille et à leurs amis, n'hésitent pas à les appeler auprès d'eux et à leur envoyer des billets de passage dont le montant a été payé par eux à l'avance. Un pareil procédé a déjà porté ses fruits: M. Von Schœsger, qui a été nommé ministre d'Allemagne à Rome, après avoir passé dix ans à Washington, estime que la race teutonne compte 9 millions de membres aux États-Unis: ce nombre ne fera que progresser.

L'Irlande, malgré les troubles qui l'ont désolée, n'a expatrié en 1881 que 62,000 émigrants. En remontant le passé, on constate que les années de grande disette dans ce pays ont été suivies d'années de grande émigration: en 1846, par exemple, le nombre des immigrants de cette provenance débarqués dans les divers ports de l'Amérique, n'avait été que de 51,700, et s'est élevé à 105,000 en 1847, à 112,000 en 1848, à 159,000 en 1849, et enfin à 221,000 en 1851, dont 163,306 pour le seul port de New-York. Ce rapide écoulement, qui n'a pas cessé depuis, ayant réduit sensiblement la population de l'Irlande, on s'explique que l'immigration de cette source ait, depuis lors, considérablement décliné, et, par le même motif, il n'est pas probable qu'elle revienne désormais à ses anciennes proportions.

En continuant cependant l'examen des statistiques de 1881, on constate que la race anglo-saxonne tient encore le second rang avec un contingent de 113,463 émigrants, dont 36,552 pour l'Angleterre proprement dite, 60,694 pour l'Irlande, 7,655 pour l'Écosse et 3,853 pour le pays de Galles.

Viennent ensuite: la Suède et la Norvège, qui ont envoyé 49,230 émigrants; l'Italie, qui en a expédié 13,209; la Suisse 11,608; l'Autriche-Hongrie, 19,119, dont 9,226 pour la Bohême seule. La Russie, dont les nationaux étaient presque inconnus en Amérique il y a dix ans, fournit plus de 9,000 individus, presque tous dans le dénûment le plus complet; le Danemark, malgré son exiguité, 8,721; la Hollande, 8,025; la France enfin, 3,908.

Toutes les parties du monde semblent s'être donné rendez-vous dans l'Union: Japonais, Africains, Australiens sont venus grossir le nombre des citoyens de la libre Amérique, et la Chine elle-même, qui semblait avoir monopolisé à son profit la côte du Pacifique, a envoyé, en 1882, 1,339 passagers, dont 222 de cabine, dans l'Atlantique.

Le bureau de placement des commissaires du *Castle Garden* et le *Labor's Bureau* donnent des aperçus statistiques fort intéressants sur les émigrants qui ont trouvé de l'emploi en 1882.

On y voit que le nombre de ceux auxquels cette institution si utile a procuré une place s'est élevé à 49,745, donnant l'excédent énorme, même en tenant compte de l'augmentation de l'émigration en 1881, de 50 p. 100 sur le chiffre de l'année 1881. Sur ces 49,745 émigrants, 38,606 appartiennent au sexe masculin, 11,139 au sexe féminin. Le tableau ci-après indique leur nationalité:

	Hommes.	Femmes.
Allemands.	23.312	1.125
Irlandais.	11.138	8.863
Scandinaves.	812	273
Russes.	912	210
Suisses.	1.070	166
Hongrois et Bohémiens.	585	147
Anglais et Écossais.	522	302
Français.	106	28
Hollandais.	58	9
Italiens.	32	5
Arabes.	3	»
Turcs.	3	1
Canadiens.	»	10
Arméniens.	»	2

Des relevés des salaires accordés aux individus des deux sexes placés dans les fermes, il résulte qu'ils ont éprouvé une augmentation assez sensible relativement à 1880. Les hommes aptes aux travaux de l'agriculture ont constamment trouvé à se placer facilement, et, quant aux femmes, le bureau n'en a jamais eu un assez grand nombre pour satisfaire aux demandes qui lui étaient adressées.

Cette assertion du *Labor's bureau* est d'autant plus vraisemblable qu'en comparant le taux moyen des gages payés dans l'année aux individus du sexe masculin qui ont trouvé de l'emploi dans les fermes à celui des sommes touchées par les servantes d'origine généralement irlandaise placées en 1881, on arrive à un total presque identique.

Pendant la saison tempérée seule, au moment des récoltes et des moissons, le salaire moyen des journaliers l'emporte de 30 p. 100 sur celui des servantes; mais, dès le mois d'octobre, l'équilibre se rétablit pour se maintenir jusqu'à la fin de l'année.

Le taux moyen des gages pendant l'année 1881 a été comme il suit :

	Garçons de ferme.	Servantes.
	dollars.	dollars.
Janvier	6 50	8
Février	8 »	8
Mars	11 50	8
Avril	14 »	10
Mai	14 50	10
Juin	15 »	10
Juillet	15 50	10
Août	12 »	10
Septembre	11 »	10
Octobre	9 »	9
Novembre	8 »	8
Décembre	8 »	8

Les placements opérés par les commissaires de l'émigration se répartissent assez inégalement dans les Etats-Unis. Le plus favorisé est celui de New-York, qui reçoit à lui seul 150,000 immigrants, proportion considérable par rapport aux autres Etats, mais rationnelle si l'on considère les influences sociales et nationales qui entourent à New-York les Allemands, grâce à l'importance de la colonie germanique déjà existante.

Revue financière.

République Argentine. — Nous avons déjà annoncé l'émission, à Londres, des actions de la « Buenos-Aires and Pacific Railway. »

Nous devons ajouter aujourd'hui :

MM. Clark, de Londres, Valparaiso et Buenos-Aires, concessionnaires de la ligne, en restent les constructeurs à forfait et se payent en actions et obligations, sur situations justifiées, sauf pour ce qui concerne les plans et projets dont ils touchent immédiatement le montant, s'élevant à 28,750 livres.

L'intervention de MM. Kohn, Reinach et Co dans cette affaire est toute récente et le traité par lequel, d'accord avec MM. Abraham Moccata and Co, ils assureraient leur concours à MM. Clark est du 5 septembre dernier. Quand à MM. C. de Murietta, ils ne sont vraiment que les entrepreneurs de l'émission, les banquiers de la Compagnie étant MM. Martin and Co, de Lombard Street.

— Sous la présidence de M. Franck Parish, a eu lieu à Londres, le 26 octobre, l'assemblée des actionnaires de la « Buenos-Aires Great Southern Railway. »

Le rapport du président de la Compagnie est des plus intéressants. — L'entreprise est une des plus prospères de l'Amérique. La réserve atteint le chiffre considérable de £ 165.000, mais, avec la prime des *debentures* à émettre, elle sera portée à £ 200.000, somme qui serait facilement portée à un quart de million si les actionnaires n'avaient pas fixé le maximum de deux cent mille livres.

Les travaux de construction du prolongement à Bahia Blanca (port de la Province de Buenos-Aires sur l'Atlantique, que les Anglais commencent à appeler le Liverpool argentin), se poursuivent activement. La compagnie a déjà expédiée, directement à Bahia Blanca, des rails et autres matériaux pour 50 milles. — La compagnie a construit dans ce port un pont de débarquement où des navires avec un tirant d'eau de 20 et 22 pieds pourront facilement accoster. Des terrassements ont commencé des deux bouts à la fois; du côté de Bahia Blanca, dans neuf mois, 70 milles seront construites; du côté de l'Azul, les travaux se poursuivent encore plus rapidement; il y a déjà 40 milles de terrasse-

ments. Les directeurs ont eu le soin de faire le choix des meilleurs matériaux possibles. « Nous faisons de notre mieux, dit le président dans son rapport, pour montrer au gouvernement et au peuple de Buenos-Aires que notre chemin est et sera le premier dans son genre dans le pays; nous désirons conquérir popularité et nous rendre dignes de la protection du gouvernement. — Je profite de cette occasion pour déclarer que le gouverneur (le Dr Dardo Rocha) et ses ministres ont assisté activement nos représentants à Buenos-Aires et ont contribué efficacement pour vaincre toutes difficultés qui s'opposaient à l'activité des travaux. Nous croyons que le gouverneur, avant l'échéance de son mandat, pourra inaugurer la section de la ligne entre Azul et Bahia Blanca: il a contribué considérablement au progrès de la province. » Selon M. Parish, dans l'année prochaine on construira dans la province de Buenos-Aires 1000 milles de chemin de fer; l'argent destiné pour ces travaux est en caisse!

Un dividende de 6 0/0 pour le trimestre a été déclaré. M. Franck Parish et G. W. Drabble ont été réélus.

— Nonobstant la baisse considérable, que nous avons annoncée, survenue sur les actions de la Banque Nationale, le projet de loi qui augmente le capital de cet établissement de crédit à 20 millions de pesos (100 millions de francs), fut approuvé par le Sénat, après l'avoir été par la Chambre des députés, le 10 octobre.

Ce que nous ne savons pas, c'est comment l'émission des nouvelles actions pourra se faire au pair, quand les anciennes, qui auront les mêmes droits et avantages des nouvelles, sont cotées actuellement à 91 0/0.

Nous saurons bientôt à quoi nous en tenir sur les suites à donner à cette loi du Congrès national.

— Voici le bilan de la « Banque de la Province de Buenos-Aires », arrêté le 30 septembre dernier :

	Actif.	
	Métallique.	Papier.
Gouvernement national . . . \$	7.491.430 96	»
Eaux courantes et égouts . . .	»	\$ 53.224.412
Banque Hypothécaire	2.152.116 55	»
Mont-de-Piété	»	4.811.937
Immeubles	»	21.970.520
Fonds publics	10.356.744 96	41.552.000
Succursales	»	134.657.755
Valeurs en portefeuille	12.018.021 38	869.854.241
Divers	629.773 48	31.543.662
Caisse, or	4.224.132 21	»
— en billets	219.524 »	22.026.937
TOTAUX \$	46.001.813 54	\$ 1.179.641.465

	Passif.	
	Métallique.	Papier.
Capital \$	21.390.746 95	\$ 186.483.680
Dépôts avec intérêt	4.781.490 02	919.666.781
— sans intérêt	2.314.646 88	5.498.038
Trésor provincial	»	22.880
Billets d'émission	14.200.800 »	»
Or pour conversion	3.000.000 »	»
Succursale de Dolores	»	4.939.641
Agences	»	4.536.257
Divers	305.129 69	58.454.188
TOTAUX \$	46.001.813 54	\$ 1.179.641.465

C. CASARES, président.
M. CUYAR. FRCO LLAMBI.

— Comme nous l'avions annoncé, la liquidation du 30 septembre, à la bourse de Buenos-Aires a donné lieu à des pertes considérables entre les spéculateurs d'actions de la Banque Nationale. Nous ne signalons, cependant, que la faillite d'un ou de deux courtiers.

Il va sans dire que le commerce n'en a eu rien à souffrir de cette crise de bourse.

Buenos-Aires, le 10 octobre 1882.

L'or, dans la dernière quinzaine a été coté au pair et avec une prime variant entre 1/10 et 1/5 0/0.

Les obligations (*cedulas*) de la Banque hypothécaire de la province de Buenos-Aires sont cotées: Série A, 100 3/4 0/0; série B, 99 0/0; série C, 98 0/0 et série E, 84 0/0; billets du Trésor, 112 0/0; fonds publics nationaux de 2 0/0 d'amortissement, 96 0/0; idem 1863, 87 0/0; bons municipaux 1870 et 1873, 105 0/0; idem 1876, 95 0/0; dette internationale 96 0/0; emprunt pour le Riachuelo, 95 0/0; Acciones Puentes y Caminos, 104 0/0; Banco Nacional, 92 0/0; Banco de Italia y R. de la Plata, 125 0/0; Gaz primitiva, \$ 1.500; Gaz Argentino, 95 0/0; Telegrafo trasantino, 250 \$. Acc. de la Bolsa \$ 1500.

Taux de l'intérêt pour avances sur titres et escompte de billets, de 6 à 7 0/0; la Banque de la Province escompte au taux de 7 0/0; elle paye pour dépôts, à vue 3 0/0, à terme 5 0/0; Banco Nacional, dépôts à vue 3 0/0, à terme 5 et 6 0/0; Banco de Italia y R. de la Plata, dépôts à vue 3 0/0, 3 terme 4 et 5 0/0; Banco Carabassa et C^{ie}, dépôts à vue à 0/0, à terme 4 à 5 0/0, avances 10 0/0; Banco de Londres y Rio de la Plata, dépôts à vue 3 0/0, à terme 3 1/2 et 4 0/0, avances 9 0/0; Banco Inglez del Rio de la Plata, dépôts à vue, 3 1/2 0/0, à terme, 5 et 5 1/2 0/0, avances, 9 0/0.

Changes: Londres, 49 1/2 à 50^d; France, 5.22 à 5.28; Anvers et Gênes, 5.22 à 5.28; Rio, 11 \$ 300 à 11 \$ 500.

Brésil. — Les recettes de la douane de Rio de Janeiro se sont élevées dans le mois de septembre dernier à la somme de Rs. 3.572 : 090 \$ (8 millions de fr), contre Rs. 3.559 : 526 \$ dans le même mois de l'année précédente.

Dans les 9 premiers mois de cette année les recettes ont été de Rs. 29,840 : 819 \$, contre R. 31,431 : 486 \$ dans la même période de 1881.

Ces chiffres se divisent ainsi :

	1881	1882
Importations	Rs. 24.701.944 \$.	Rs. 24.544.644 \$
Exportations	6.729.544	5.296.169

— Une autre compagnie pour le Brésil vient d'être constituée à Londres sous le nom de « The Rio de Janeiro Central Sugar Factories », avec un capital de £ 56,250 dont le capital de 7% est garanti par l'Empire. Son but est d'établir une usine dans la province de Rio de Janeiro.

— La compagnie « Amazon Steam Navigation » a déclaré un dividende provisoire pour le premier semestre de l'année au taux de 6%.

— L'Assemblée des actionnaires de la compagnie « Bahia Gas », s'est réuni le 2 de ce mois. Les bénéfices nets du semestre se sont élevés à £ 20,345. On a déclaré des dividendes de 10 et de 7 1/2 % aux actions préférées, et de 8 % aux actions ordinaires.

Rio, le 15 octobre 1882.

Bourse. — Actions Banco Commercial, 240 \$ 000; — obligations de la Banque Predial, 80 1/2; — Banco Industrial, 235 \$ 000; — Debentures Sorocabana, 90 1/2 0/0; — obligations de la Banque du Brésil, 95 1/2 0/0; — Debentures Quissamã 202 \$ 000 — Emprunt national de 1868, 1 : 285 \$; — les £ à 11 \$ 450; — Debentures Macahé et Campos 91 %; — obligations Sorocabana de 100 \$. 78 0/0; — Botanical garden 185 \$ 000; — Brasil industriel 250 \$ 000; — Docas D. Pedro 2^e 110 \$ 000; — obligations Léopoldina 95 %; — A polices 1 : 068 \$ 000; — Banco de Brazil, 295 \$ 000; Garris Urbanos, 237 \$; — Villa Isabel, 250 \$; — Botanical Garden, 195 \$; — Banco rural, 250 \$; — E. F. Sorocabana, 110 \$.

Chili. — Les actionnaires du chemin de fer « Coquimbo » se sont réunis à Londres, en Assemblée générale, le 23 octobre. Le trafic de la ligne continue à augmenter; les recettes brutes se sont élevées dans le dernier semestre à \$ 191,733, contre \$ 173,710 de la même époque de l'année dernière.

— Les actionnaires de la « Copiapó Railway Comp. » se sont réunis en Assemblée le 19 octobre. Les recettes de l'année ont été de \$ 551,698, contre \$ 504,545 en 1880 et \$ 479,732 en 1879. — Les dépenses de l'année se sont élevées à \$ 264,119; le produit net a été, donc, de \$ 287,479. — Quoique la perte dans le change diminue les bénéfices de la compagnie, on a pu distribuer un dividende de 7%. Les années précédentes on n'avait distribué que 6%.

Pérou. — MM. A. Gibbs and sons, de Londres, ont remis à la commission des porteurs de titres péruviens, le compte de trente chargements de guano vendus par ordre du gouvernement du Chili. — Le net produit a été de £ 85,562,30. — Il y a encore 18,396 tonnes à vendre.

Uruguay. — Le gouvernement de Montevideo, ayant été mal renseigné au sujet d'une nouvelle qu'il croyait que nous avions publiée dans notre journal, adressa une dépêche à son représentant diplomatique en France, M. le colonel J.-J. Diaz, le priant de faire rectifier une erreur, très grave en vérité pour le pays, puisque, contrairement à la vérité, on déclarait que l'Etat avait cessé, depuis longtemps, de faire face à ses engagements vis-à-vis des porteurs de titres de la dette publique.

Nos lecteurs savent bien que nous n'avons jamais publié rien de pareil; aussi M. le colonel Diaz n'a pas tardé à se convaincre qu'il y avait erreur et qu'un *quiproquo* seul expliquait que le nom de notre Revue fût mêlé dans cette affaire.

Nonobstant, et quoiqu'il ne s'agit pas de faire une rectification, puisque la nouvelle en question n'a pas été publiée dans notre journal, nous allons reproduire très volontiers la lettre que le digne représentant uruguayen a voulu bien nous adresser.

La voici :

« Légation de la République de l'Uruguay.

Paris, le 10 novembre 1882.

M. P. S. Lamas,

Directeur de la *Revue Sud-Américaine*.

Par une dépêche, en date du 26 septembre dernier, Son Excellence Monsieur le Ministre des Affaires Étrangères de l'Uruguay, après avoir reproduit le paragraphe suivant de la « *Revue Sud-Américaine* » : — Ne paient pas les intérêts « de leurs dettes depuis longtemps la Bolivie, Costa Rica, « Guatémala, Honduras, le Paraguay, le Pérou, Santo Domingo et l'Uruguay » — me charge de rectifier cette assertion.

« Le fait, en ce qui concerne la république orientale de l'Uruguay, est complètement erroné. Selon les affirmations mêmes de votre honorable recueil, après une interruption passagère survenue il y a quelques années, et que motivèrent des circonstances exceptionnelles et complexes, inutiles à mentionner ici, un arrangement équitable intervint entre le Gouvernement et les porteurs de titres des diverses dettes, et le service en fut effectué dès ce moment avec une religieuse exactitude, ainsi qu'on le pratiquait avant cette suspension momentanée.

« Le gouvernement Uruguayen, justement soucieux du crédit financier du pays, qu'il considère avec raison comme la base essentielle de ses progrès et de son avenir, n'a rien épargné pour assurer le paiement des intérêts et de l'amortissement de la dette publique. Grâce à ces préoccupations patriotiques et loyales, il a pu amortir, dans ces derniers temps, plusieurs millions de dettes internes et externes, malgré la crise économique qui a sévi simultanément en Europe et en Amérique.

« Je m'estime heureux de pouvoir vous certifier, monsieur le Directeur, que mon gouvernement est fermement résolu, quelle que puisse être l'étendue des sacrifices, à faire honneur à tous les engagements contractés. La ponctualité avec laquelle l'administration actuelle remplit ses compromis ne saurait être, d'ailleurs, mise en doute, en présence des avis fréquents publiés par la presse, et invitant les porteurs de titres à toucher les intérêts et la somme affectée à leur amortissement, le jour même de l'échéance.

« Des efforts si persévérants méritent les suffrages et les encouragements de la publicité périodique, et je suis assuré, si l'erreur que je signale a été commise, que la *Revue Sud-Américaine* la rectifiera avec les sentiments de loyauté, l'esprit de justice et la parfaite courtoisie que je me plais à lui reconnaître.

« Je ferai observer, en terminant, que bien que me comptant parmi vos abonnés et vos lecteurs, le paragraphe dont il s'agit était passé pour moi inaperçu; ce qui explique pourquoi je n'ai pu que tardivement attirer votre attention à son égard.

« Veuillez, donc, je vous prie, donner place à cette rectification légitime dans un de vos plus prochains numéros, et agréer, monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

« JUAN J. DIAZ. »

Notre directeur n'a pas eu de peine à prouver que le paragraphe en question ni aucun autre en sens pareil avait été publié dans la *Revue*; de sorte que, loin d'avoir à rectifier les assertions de notre journal sur tout ce qui a rapport à la dette publique de l'Uruguay, nous les ratifions, convaincus de ne nous avoir pas écarté un moment de la plus stricte vérité.

Marché de Londres

Escompte à la Banque d'Angleterre sans changement. La réserve métallique n'est encore aujourd'hui que de 9 1/4 millions sterling; elle augmente graduellement comme nous l'avions prévu; la réserve dépassera onze millions avant Noël. L'escompte sur le marché est entre 3 et 3 1/2 %. Consolidés 3 % 102 1/4; ceux de 2 1/2 % sont à 87 1/4.

COMPAGNIES DIVERSES DE L'AMÉRIQUE LATINE DANS LE MARCHÉ DE LONDRES

ÉTATS	OPÉRATIONS	NOMS DES COMPAGNIES	CAPITAL		DERNIER DIVIDENDE	Dernière cote officielle.		OBSERVATIONS			
			ACTIONS	OBLIGATIONS		Actions	Obligat.				
République Argentine.	Banque.	English BK. of the R. Plate Ld.	20	1.000.000	»	»	5 1/2	»	£ 300.000 réalisées. 6 £ sur act.		
	»	London and R. Plate BK. Ld.	25	1.500.000	»	10 0/0	14 1/2	»	£ 600.000 réalisées. Réserve £ 150.000. — 10 £ sur act.		
	»	Mercantile BK. of the R. P. Ld.	20	»	»	»	11 1/2	»	En liquidation.		
	Gaz.	Belgrano (Buenos-Aires) Gaz C. Ld.	10	68.950	6 0/0	20.600	2 1/2 0/0	...	»		
	»	Buenos-Aires (New) Gaz C. Ld.	10	270.000	6 0/0	130.000	5 0/0	8	»		
	Terres.	River Plate Trust, Loan Agency C. Ld.	10	1.250.000	»	250.000	»	...	»	Organisée par le Merc. BK. of the R. Plate. — £ 100.000 réalisées.	
	»	Central Argentine Land C. Ld.	1	130.000	»	»	10 0/0	3	»		
	Tramways.	Anglo Argentine Tramways C. Ld.	5	200.000	6 0/0	66.600	5 0/0	5 1/2	115	»	
	»	City of Buenos-Aires Tramways C. Ld.	5	350.000	6 0/0	116.000	4 1/2 0/0 s.	8 1/4	120	»	Réserve £ 40.000.
				4.768 950		333 200					
Bolivie.	Mines.	Frontino and Bolivia Gold Mg. C. Ld.	2	120.000	»	»	5 0/0	3	»		
Brésil.	Banque.	English BK. of R. de Janv. Ld.	20	1 000.00	»	»	10 0/0	15	»	£ 500.000 réalisées. Réserve £ 150.000. 10 £ payés.	
	»	New London and Brazn. BK. Ld.	20	1.000.000	»	»	8 0/0	13 1/2	»	£ 500.000 réalisées. Réserve £ 175.000. 10 £ payés.	
	Gaz.	Bahia Gaz Comp. Ld.	20	150.000	»	»	13 1/2 0/0	18	»		
	»	Nitheroy (Brasil) Gaz C. Ld.	10	84.926	7 0/0	10 000	4 1/2 0/0	»	Réserve £ 8.000.
	»	Pará Gaz Comp. Ld.	10	166.870	»	»	5 1/2 0/0	6	»		
	»	Rio de Janeiro Gaz C. Ld.	20	750.000	»	»	10 0/0	23	»	Réserve £ 97.000.	
	»	S. Paulo Gaz C. Ld.	10	80.000	»	»	10 0/0	13	»		
	Mines.	Brazilian Gold Mines C. Ld.	1	40.000	»	»	»	...	»		
	»	Rio Grande do Sul Gold Mg. C. Ld.	5	188.405	»	»	»	...	»	Travaux arrêtés.	
	»	St. John del Rey Mining C. Ld.	200	253.000	»	»	5 0/0	170	»	Réserve £ 68.000.	
	»	Santa Barbara Gold Mg. C. Ld.	1/2	20.000	»	»	10 0/0	...	»		
	»	Brazilian Land and Mining C. Ld.	5	40.450	»	»	»	...	»		
	Tramways.	Brazilian Street Railway C. Ld.	2	124.200	6 0/0	5.000	3 3/4 0/0	11 1/4	...	»	
	Télégraphe.	Brazilian Submarine Telegr. C. Ld.	10	1.300 000	»	»	7 0/0	11 1/2	»	Réserve £ 345.000.	
	»	Western and Brazn. Telegr. C. Ld.	20	1.398.200	6 0/0	450.000	»	7 1/2	103	»	Pas de dividende depuis 1875.
Navigation.	Amazon Steam Navigation C. Ld.	15	606.285	»	»	6 0/0	12 1/2	»	Réserve £ 52.500.		
Sucrerie.	Central Sugar Factories of Br. C. Ld.	20	600.000	»	»	»	8 1/2	»	£ 12 payés.		
Eaux, égouts.	Cantareira W.S. y Drainage (S. Paulo) C. Ld.	»	»	6 0/0	127.000	»	»	98	»		
»	Rio de Janeiro city imprts. C. Ld.	25	1.000.000	5 0/0	364.000	6 0/0	27 1/2	101	»		
»	Recife Drainage C. Ld.	100	50.000	5 0/0	100.000	»	»	89	»		
			8.862.236		1.056.000						
Chili.	Gaz.	Copiapo Gaz Comp. Ld.	10	250.000	»	»	»	...	»	La dépréciation de la monnaie ne permet pas de distribuer des div.	
	Mines.	Chili Gold Mining C. Ld.	1	500.000	»	»	7/8	»			
	»	Copiapó Mining C. Ld.	4	200.000	»	»	6 et 8 0/0	4 1/4	»		
	»	Tocopilla Copper Mg. and Smelting C. Ld.	1	120.000	»	»	3/4	»			
			1.070.000		»						
Colombie.	Mines.	Antioquia (Frontino) C. Ld.	1	36.393	»	4.980	»	...	»		
	»	Colombian Hydraulic Mg. C. Ld.	1	73.308	»	4.620	»	...	»		
	»	Organos Gold Mines Ld.	1	15.000	»	»	»	...	»		
			124.701		9.600						
Mexique.	Banque.	London BK. of Mexico and Sth. Am. Ld.	10	500.000	»	»	6 0/0	5 3/4	»	£ 5 sur act. payées.	
	Mines.	United Mexican Mining C. Ld.	30	129.522	»	»	»	11 1/4	»		
	»	Almada and Tiritto Cons. Silver Mg. C. Ld.	1	130.000	10 0/0	»	»	7/8	...	»	Pas de divid. depuis 1876.
			759.522		»						
Pérou.	Guano.	Peruvian Guano Comp. Ld.	5.000	825.000	»	»	10 0/0	...	»	Derniers dividendes payés bons de la Comp. de 6 0/0.	
	Dock.	Callao Dock Comp.	15 1/2	116.250	»	»	5 1/2 0/0	12 3/4	»		
			941.250		»						
Uruguay.	Gaz.	Montevideo Gaz C. Ld.	20	541.920	»	»	6 0/0	14	»	Réserve £ 75 515.	
	Eaux.	Montevideo Water Works C. Ld.	20	350.000	7 0/0	250.000	»	...	»		
	Terres.	Uruguay Pastoral Association Ld.	100	64.000	»	»	6 0/0	...	»		
	Télégraphe.	London Platino Brn. Telegr. C. Ld.	10	383.480	7 0/0	100.000	2 3/4 0/0	5	...	»	Concessions Lamas.
	»	Montevideo and Brn. Telegr. C. Ld.	10	89.140	»	13.880	1 1/2 0/0	...	»	»	Marcuartur.
	Viandes.	Liebigs Extract of Meat Comp. Ld.	20	480.000	»	»	10 0/0	35	»	»	Réserve £ 78.092.
			1.908.540		353.880						
Vénézuéla.	Mines.	Callao (bis) Gold Mining C. Ld.	1	130.000	»	»	»	...	»	Formée en 1880.	
	»	New Callao Ld.	1	75.000	»	»	»	...	»	— 1881.	
	»	La Concepcion Gold M C. Ld.	1	110.000	»	»	»	...	»	— »	
	»	Potosi Gold Mining C. Ld.	1	350.000	»	»	»	3/4	»	— 1880.	
	»	Nouveau Monde Gold Mg. C.	1	200.000	»	»	»	1/2	»	— »	
	»	Sosa-y-Mendes Gold Mg. C. Ld.	1	100.000	»	»	»	...	»	— 1881.	
	»	Tolima Mining C. Ld.	5	95.770	»	»	5 0/0	...	»		
			1.060.770		»						
		Total de ces 55 Comp.		19.616.069							
				1.762.680							
				21.378.749							

EMPRUNTS DES GOUVERNEMENTS LATINO-AMÉRICAINS DANS LE MARCHÉ DE LONDRES

ÉTATS	Date de l'émission.	SOMME DE L'EMPRUNT	SOMME AMORTIE	SOMME A AMORTIR	INTÉRÊT	AMORTISSEMENT		PRIX D'ÉMISSION	Dernier prix à la cote officielle.	OBSERVATIONS
						PAR AN	FORME			
République argentine.	1868	£ 2.500.000	£ 1.226.900	£ 1.273.100	6 0/0	2 1/2 0/0 ac.	Tirages semestr.	72 1/2	101	Cet emprunt est en pesos fuertes, (hard dollars). L'amortissement n'a pas eu lieu jusqu'à maintenant parce que les porteurs des titres ne veulent les offrir qu'au-dessus du pair. Cet emprunt fut émis à Paris.
	1871	6.122.400	2.336.900	3.785.500	6 0/0	2 1/2 0/0 ac.	»	88 1/2	97 1/2	
	1872 et 1874	3.648.243	662.843	2.985.400	6 0/0	1 0/0 ac.	Achat sur place.	76 et 80	97 1/2	
	1876	1.200.000	»	1.200.000	9 0/0	4 0/0 ac.	Offre des porteurs	»	110	
	1881	2.450.000	11.800	2.438.200	6 0/0	1 0/0 ac.	Tirage semestr.	91 0/0	96	
		15.920.643	4.238.443	11.682.200						
Bolivie.	1871	1.654.000	»	1.654.000	6 0/0	1 0/0 ac.	»	68 0/0	2 1/2 0/0	Emprunt Church. Une partie du montant resté à Londres, fut divisée entre les porteurs de titres.
Brésil.	1852	1.040.600	731.400	309.200	4 1/2 0/0	1 0/0 ac.	Achat sur place.	95 0/0		Le gouvernement ne s'oblige à amortir que si les titres sont au-dessous du pair.
	1858	1.526.500	1.510.000	16.500	4 1/2 0/0	2 0/0 ac.	»	93 0/0		Mêmes conditions que les précédentes.
	1860	1.373.000	1.072.000	301.000	4 1/2 0/0	1 1/2 0/0 ac.	»	90 0/0		Mêmes conditions.
	1863	3.855.300	2.226.900	1.628.400	4 1/2 0/0	1 1/2 0/0 ac.	»	88 0/0	99	Mêmes conditions, mais en outre le gouvernement se réserve le droit d'amortir par des tirages au pair dans le cas où les titres auraient des primes en bourse.
	1865 et 1871	6.963.600 3.459.600	1.528.500 415.700	5.435.100 3.043.900	5 0/0 5 0/0	1 0/0 ac. 1 0/0 ac.	Tirages semestr. »	74 0/0 89 0/0	101 101	
	1875	5.301.200	287.900	5.013.300	5 0/0	1 0/0 ac.	Achat sur place.	96 1/2 0/0	101	Mêmes conditions d'amortissement que l'emprunt de 1863. — L'amortissement ne commença qu'en 1877.
	1879	5.837.062	205.625	5.631.437	4 1/2 0/0	1 1/2 0/0 ac.	»	89 0/0	90	Mêmes conditions d'amortissement que l'emprunt 1863.
		29.356.862	7.978.025	21.378.837						
Buenos-Aires (prov. argentine.)	1824	1.000.000	353.600	646.400	6 0/0	1/2 0/0 ac.	Achats sur place.	85 0/0	97	Le service est fait par le gouvernement National.
	1857	1.641.000	1.113.200	527.800	3 0/0	1/4 0/0 ac.	»	...	97 1/2	
	1870	1.034.700	136.300	898.400	6 0/0	1 0/0 ac.	Tirages semestr.	88 0/0	97	Le gouvernement s'est réservé le droit d'augmenter l'amortissement.
	1873 et 1882	2.040.800 2.049.200	162.300	1.878.500 2.049.200	6 0/0 6 0/0	1 0/0 ac. »	» »	89 1/2 0/0	96 1/2 93	
			7.765.700	1.765.400	6.000.300					
Chili.	1842	756.500	577.096	179.404	3 0/0	»	Tirage ou achat.	L'amortissement de toutes les dettes du Chili est suspendu depuis mai 79.
	1858	1.554.800	604.800	950.000	4 1/2 0/0	1/2 0/0 ac.	Tirage ou achat a option du gouv.	92 0/0	83	
	1866	1.120.920	436.820	684.100	7 0/0	1 1/2 0/0 ac.	Tirage semestriel.	92 0/0	105	
	1867	2.000.000	674.700	1.325.300	6 0/0	2 0/0 ac.	Tirage annuel.	84 0/0	102	
	1870	1.012.700	178.800	833.900	5 0/0	1 0/0 ac.	Tirage semestriel.	...	91	Pendant les cinq premières années, le fond d'amortissement était de 5 0/0 par an.
	1873	2.276.500	284.100	1.992.400	5 0/0	2 0/0 ac.	»	94 0/0	90	
	1875	1.900.000	143.300	1.756.700	5 0/0	2 0/0 ac.	»	88 1/4 0/0	90	Le public ne souscrivit que £ 1.143.400.
		10.621.420	2.899.616	7.721.804						
Colombie.	1877	2.000.000	74.100	1.925.900	4 3/4 0/0	...	Tirage trimestriel.	Dernier coupon payé en octobre 1879.
Costa Rica.	1871	1.000.000	121.300	878.700	6 0/0	2 0/0 ac.	Tirage semestriel.	72 et 74	24	Paiements suspendus depuis mai 1874.
	1872	2.400.000	64.300	2.335.700	7 0/0	1 0/0 ac.	»	82	18	
		3.400.000	185.600	3.214.400						
Équateur.	1867	1.824.000	»	1.824.000	1 à 6 0/0	»	»	»	12	Paiements suspendus depuis mai 1868. Le gouvernement s'est réservé le droit d'amortir extraordinairement la dette par des achats sur place.
Entre Rios. (p. argent.)	1872	226.800	74.700	152.100	7 0/0	2 1/2 0/0 ac.	Tirage semestriel.	90 0/0	102	
Guatemala.	1856	100.000	24.400	75.600	5 0/0	...	Tirage semestriel.	...	35	Paiements suspendus depuis février 1876.
Honduras.	1867	1.000.000	99.300	900.700	10 0/0	5 0/0 ac.	Tirage annuel.	80 0/0	5 1/2 0/0	
	1867	90.000	11.200	78.800	5 0/0	...	Achats sur place.	...	5	Paiements suspendus depuis 1873.
	1870	2.500.000	257.500	2.242.500	10 0/0	6 0/0 ac.	Tirage annuel.	80	6	
		3.590.000	368.000	3.222.000						

EMPRUNTS DES GOUVERNEMENTS LATINO-AMÉRICAINS DANS LE MARCHÉ DE LONDRES (suite).

ÉTATS	Date de l'émission.	SOMME DE L'EMPRUNT	SOMME AMORTIE	SOMME A AMORTIR	INTÉRÊT	AMORTISSEMENT		PRIX D'ÉMISSION	Dernier prix à la cote officielle.	OBSERVATIONS
						PAR AN	FORME			
Mexique.	1851	£ 10.241.650	»	10.241.650	3 0/0	»	»	»	25 3/4	Paiements arrêtés depuis 1866.
	1864	4.864.800	»	4.864.800	3 0/0	»	»	»	14	Paiements arrêtés depuis 1867.
	1864	12.365.000	»	12.365.000	6 0/0	1 0/0 ac.	»	63 0/0	...	Cet emprunt a été répudié par le gouvernement de la République.
Paraguay.	1871	27.471.450	»	27.471.450	8 0/0	2 0/0 ac.	Tirages trimestr.	80 0/0	11	Paiements arrêtés depuis mai 1871.
	1872	1.000.000	43.000	957.000	8 0/0	2 0/0 ac.	»	85 0/0	11	Paiements arrêtés depuis avril 1874. — Le public ne souscrivit qu'une faible partie de l'emprunt.
		2.000.000	1.451.700	548.300						
	3.000.000	1.494.700	1.505.300							Tous paiements arrêtés depuis 1876. — Une somme de £ 11.141.580, des titres 5 0/0 est en dépôt à la Banque d'Angleterre. Les dépôts de guano étant au pouvoir des forces chiliennes le gouvernement du Chili a promis de diviser avec les créanciers du Pérou en Europe le produit de la vente du guano.
Pérou.	1870	11.920.000	778.420	11.141.580	6 0/0	2 0/0 ac.	Tirages semestr.	82 1/2 0/0	16 1/2	Paiements arrêtés depuis 1872. — Somme placée effectivement £ 530.390.
	1872	36.800.000	2.777.500	34.022.500	5 0/0	2 0/0 ac.	»	77 1/2 0/0	12 1/2	
		48.720.000	3.555.920	45.164.080						
San Domingo.	1869	757.700	247.310	510.390	6 0/0	1 0/0 ac.	Tirages semestr.	70 0/0	14	
Santa-Fé. (p. argent.)	1874	300.000	72.400	227.600	7 0/0	2 1/2 0/0 ac.	Tirages semestr.	92 0/0	101	
	1871 et 1872	3.500.000	404.000	3.096.000	6 0/0	2 1/2 0/0 ac.	Tirages semestr.	»	42 1/4	
Uruguay.	1878	371.520	»	371.520	6 0/0	»	»	»	38	
		4.871.520	1.362.300	3.509.220						
Venezuela.	1881	2.750.000	»	2.750.000	3 et 4 0/0	...	Achats sur place.	»	38	Cet emprunt a été émis pour £ 4.000.000 dont 1.250.000 correspondent à la dette interne.
		162.280.895	23.382.614	137.898.281						

Revue commerciale.

Nous commençons à recevoir de nos correspondants spéciaux des renseignements exacts et minutieux sur les différents produits. — Dans la suite nous compléterons l'organisation de cette section de notre journal, avec les correspondances commerciales d'Amérique. — Nous recevrons avec plaisir les nouvelles et observations de nos souscripteurs, et, nous leurs ferons parvenir par lettre les renseignements spéciaux dont ils nous feront la demande.

Voici la situation actuelle des produits de l'Amérique latine dans quelques marchés principaux.

Havre, 11 novembre 1882.

Laine. — Mouvement du marché dans les neuf premiers mois de 1882.

	IMPORTATIONS.	DÉBOUCHÉS.	STOCK au 30 juin
Buenos-Aires	61.719	64.252	2.204
Montevideo et Entre-Rios.	11.254	11.252	1.380
Pérou et Chili.	6.359	6.767	57
Russie.	13.284	3.944	10.654
Espagne.	»	512	»
Diverses provenances	306	545	449
	92.922	87.272	14.744

DERNIERS COURS.

LAINES.	SUPÉRIEURE.	BONNE.	MOYENNE.	INFÉRIEURE.
Classes du Havre. BUENOS-AIRES, EN SUINT				
Mérinos.	fr. 2 40 à 2 30	fr. 1 80 à 2 —	fr. 1 55 à 1 70	fr. 1 30 à 1 50
1 ^a	2 05 à 2 25	1 75 à 1 93	1 50 à 1 70	1 25 à 1 45
2 ^a	2 — à 2 20	1 70 à 1 90	1 50 à 1 65	1 25 à 1 45
3 ^a	1 90 à 2 10	1 70 à 1 85	1 50 à 1 60	1 20 à 1 40
Agneaux.	1 90 à 2 10	1 70 à 1 85	1 45 à 1 65	1 15 à 1 35
Vent. et Morc.	1 10 à 1 50	1 05 à 1 40	» 90 à 1 25	» 65 à 1 10
Linc ^a et Crois.	2 15 à 2 25	1 90 à 2 10	1 70 à 1 80	» — à » —
MONTEVIDEO, ENTRE-RIOS, B.-ORIENTALE ET R.-GRANDE, EN SUINT				
Mérinos.	fr. 2 40 à 2 50	fr. 2 15 à 2 30	fr. 1 90 à 2 05	fr. » — à » —
1 ^a	2 35 à 2 45	2 10 à 2 25	1 85 à 2 —	» — à » —
2 ^a	2 25 à 2 35	2 05 à 2 20	1 85 à 2 —	» — à » —
3 ^a	2 15 à 2 25	1 95 à 2 10	1 80 à 2 —	» — à » —
4 ^a et 5 ^a	1 60 à 2 —	1 50 à 1 90	1 30 à 1 75	» — à » —
Agneaux.	2 10 à 2 20	1 85 à 2 —	1 60 à 1 75	» — à » —
Vent. et Morc.	1 35 à 1 75	1 20 à 1 65	1 15 à 1 50	» — à » —
Pérou. fr. 1 40 à 1 90				
Chili. fine			1 60 à 1 90	» — à » —
Chili. métis			1 30 à 1 70	» — à » —
Chili. commune			1 — à 1 25	» — à » —
Chili. noire			» 75 à 1 70	» — à » —
Chili. Pelades Mérinos			1 35 à 1 70	» — à » —
Chili. Métis			1 25 à 1 60	» — à » —

Russie.	(suint.)	1 70 à 2 25	» — à » —
	lavée à chaud.	» — à » —	2 — à 5 —
	Donskoy lavée.	» — à » —	1 80 à 2 20
Espagne.	fines légères.	1 75 à 1 90	2 20 à 3 50
	lourdes	1 20 à 1 40	» — à » —
	noires	1 20 à 1 70	» — à » —
Portugal.	» 70 à 1 30	» — à » —

PEAUX DE MOUTON. EN SUINT, COURS NOMINAUX

	BUENOS-AIRES.	MONTEVIDEO.
Mérinos.	1 30 à 1 80	1 80 à 2 05
1 ^a	1 25 à 1 70	1 70 à 2 —
2 ^a	1 20 à 1 65	1 60 à 1 85
3 ^a	1 15 à 1 50	1 40 à 1 70
4 ^a et commune.	» 70 à 1 30	» 80 à 1 40
Mi-laine.	1 20 à 1 50	1 40 à 1 70
Rasons et mi-rasons.	» 60 à 1 30	» 70 à 1 40
Agneaux grands.	1 25 à 1 60	1 30 à 1 80
— moyens.	» 90 à 1 40	» 90 à 1 50
— petits et mort-nés.	1 — à 1 85	1 — à 1 80

— Nous avons eu cette semaine un petit courant d'affaires à prix bien tenus, soit : 131 b. B.-Aires de fr. 1 50 à 1 95; 34 b. Montevideo morceaux à fr. 1 50; 20 b. Chili à fr. 1 50, et 60 ballots moutons R.-Janeiro à fr. 1 55.

Importations : 8 b. laine, 63 b. peaux de moutons, de B.-Aires; 22 b. laine, 2 b. peaux de moutons, des mers du Sud; 167 b. laine, de Russie.

Crins et plumes. — Les crins sont très fermement tenus en raison de la faiblesse du stock. Les prix payés cette semaine établissent même une hausse nouvelle. Il est sorti du marché 5 b. bœufs Plata, avec quoirs, dans le port, à fr. 167.50 le 50 kil., et 13 b. dito cheval, en deux lots, au prix de fr. 180.

Les plumes sont calmes et généralement faciles.

Arrivages : 13 b. crin, de B.-Aires; 11 c. plumes d'autruches, du même endroit.

Cours des crins : cheval bon mél., fr. 185 à 190; mélangé ordinaire à bon mélange (assez bon mélange), fr. 180; mélangé ordinaire, fr. 175 à 177.50; petit mélangé, fr. 140 à 150; bœuf lavé avec quoirs, fr. 160 à 165; non lavé, fr. 130 à 145.

Cours des plumes : Paq. gerbès (B. Orientale, fr. 13 à 23 : dito Européens dito, fr. 14 à 17; dito dito (march. ordinaire), fr. 9 à 12; Bahia Blanca (classées), fr. 12 à 14; paquets indiens (qualité bonne et supérieure), fr. 7 à 9; dito dito (qualité secondaire), fr. 6 à 6.50; Patagonie classée, fr. 10 à 12; dito en paquets indiens, fr. 6 à 7.

Cornes, cornillons, onglons, sabots de bétail, os, cendres d'os, tibias. — En cornes, il s'est traité 25,000 Plata, à raison de fr. 70 pour bœufs et fr. 25 pour vaches. On ne dit rien des autres articles.

Cours : Bœufs Rio-Janeiro (petites raies), fr. 45 à 80 les cent; moyennes à fortes raies, fr. 85 à 125 dito; Rio-Grande, fr. 70 à 75 dito; Montevideo, fr. 65 à 70 » » dito; Buenos-Aires, fr. 50 à 60 dito; autres, fr. 17 à 40 dito; vaches, fr. 22.50 à 26 dito.

Sabots de bétail, fr. 15 à 22 les 100 kil. — Os à brûler, fr. 10 à 11 les 100 kil. — Cendres d'os, fr. 9 à 10. — Os tibias, fr. 13 à 30 les 100 kil. — Cornillons Plata, fr. 16 à 17; dito Rio, fr. 12 à 13.50 les 100 kil.

Importations : 300 s. onglons, de N.-York; 1 gr. cornes, 15,900 cornes, du Brésil; 94,372 cornes, 62 s. tibias, de la Plata; 114 s. cornes, 63 os, des mers du Sud; 10,000 cornes de buffles, de l'Inde.

	IMPORTATIONS.	DÉBOUCHÉS.	STOCK.
Plata et Rio-Grande secs.	29.430	34.078	49.300
Plata salés.	217.398	185.192	79.509
Rio-Grande salés	37.554	53.898	»
Diverses provenances	247.054	247.319	18.790
	531.436	420.487	117.300

DERNIERS COURS, LES 50 KILOS ACQ.

PLATA secs, Bœufs, 1 ^{re} sorte, 13/16 kil.	fr. 137	» à 140
— — — 1 ^{re} — 11/12 1/4 kil.	133	» à 135
— — — 1 ^{re} — 10/11 kil.	120	» à 125
— — — 2 ^e —	105	» à 127 50
— — — inférieurs	85	» à 105
— Vaches 1 ^{re} sorte, 10/11 kil.	130	» à 135
— — — 1 ^{re} — 9/10 kil.	122 50	à 130

PLATA secs, Vaches 2 ^e —	100	» à 125
— — — inférieures.	85	» à 100
— — — Veaux.	90	» à 115
RIO-GRANDE secs. { bons.	115	» à 125 » N
{ secondaires.	95	» à 110
{ nouveaux { 28/29 kil.	72	» à 73 50
{ { 27/28 kil.	71	» à 72
PLATA Saladeros { Bœufs { anciens { 29/30 kil.	70	» à 72
{ { 27/28 kil.	68	» à 69
{ { 19/20 kil.	68	» à 71
{ { 21/22 kil.	71	» à 74
{ Vaches.	» 50	à 2 50 M
{ Veaux légers, la pièce.	» 50	à 2 50 M
Dito Mataderos { Bœufs.	68	» à 72
Montevideo. { Vaches, 20/22 kil.	67	» à 72
CHEVAUX secs, la pièce.	5	» à 10
— — — salés, les 50 kilog., Plata.	40	» à 55 50
— — — — — R.-Grande.	40	» à 47 50
{ Bœufs étendus, 28/30 kil.	67	» à 68
{ { 22/27 kil.	64	» à 67
RIO-GRANDE { Bœufs ronds.	70	» à 72
Saladeros. { { 28/29 kil.	66	» à 69
{ { 21/27 kil.	65	» à 67
{ Vaches.	65	» à 67
BAHIA secs.	100	» à 112 50
— — — salés secs.	85	» à 92 50
CENTRE-AMÉRIQUE secs et avec apprêt.	80	» à 105
COTE-FERME secs et avec apprêt.	80	» à 105
FERNAMBOURG secs.	100	» à 112 50
— — — salés secs.	95	» à 98
— — — salés verts 21/22 kil.	66	» à 67
PARA salés verts	60	» à 62
LIMA et PLATA secs	85	» à 105
— — — salés secs { Bœufs.	80	» à 85
{ Vaches.	80	» à 82 50
— — — salés verts { Bœufs.	63	» à 64
{ Vaches.	62	» à 63
MINAS secs état sain	125	» à 130
{ Bœufs 31/36 kil.	57	» à 60
RIO-JANEIRO salés verts { Vaches 25/28 kil.	55	» à 60
{ plus légers.	50	» à 54
TAMPICO secs et salés secs	90	» à 105
MEXIQUE secs	100	» à 125
TRINIDAD salés verts.	68	» à 70
VALPARAISO salés secs { Bœufs.	95	» à 100 N M
{ Vaches.	80	» à 90 N M
— — — salés verts { Bœufs.	65	» à 69
{ Vaches.	63	» à 65
CHILI secs et avec apprêt.	80	» à 100
CHEVREUX de Buenos-Aires, la douzaine	5	» à 21
CHEVRES et CHEVRETTES — — —	10	» à 45
CHEVREUX Mexique et Texas — — —	5	» à 17
CHEVRES et CHEVRETTES, — — —	8	» à 40
CHEVREUILS Buenos-Aires — — —	19	» à 24
RAGONDINS. le kil.	4	» à 4 40

La demande a été un peu plus active que la semaine précédente, et les prix payés accusent plutôt de la faiblesse.

On a écoulé : 600 B.-Aires secs bfs mataderos de fr. 136 à 138 les 50 kil.; 4,500 B.-Aires secs à fr. 120; 1,244 B.-Aires salés chevaux à fr. 55; 500 Montevideo vaches salad., 22 kil. 1/4, à fr. 69; 2,500 Montevideo salés verts, 29 kil., à prix non divulgué; 500 Fernambourg salés secs à fr. 100; 500 dito, 22 kil., à fr. 68.25; plus 466 Montevideo salés verts bfs, en divers lots, à prix secret, et 400 dito dito, 28 kil., à fr. 73.50.

Nous avons reçu, par contre : 1 b. cuir, des E.-Unis; 703 cuirs salés secs, 5,286 cuirs salés verts, du Brésil; 926 cuirs secs, de Montevideo; 2,562 cuirs salés verts, de B.-Aires; 31 colis cuirs, 525 cuirs secs, 1,285 cuirs salés verts, 6 b. peaux de chevreux, des mers du Sud.

Bois d'ébénisterie. — Notre vente publique de bois d'ébénisterie, qui a eu lieu, mercredi après-midi, n'a présenté qu'un choix assez restreint, surtout pour les acajous. Néanmoins, les résultats sont considérés comme satisfaisants pour cette sorte. Les beaux palissandres ont également obtenu de bons prix, mais les bois de qualité secondaire, par contre, ont été vendus avec quelque concession.

En acajou, sur les 695 canons et 3,400 fourches, soit ensemble 4,095 billes qui ont passé sous le marteau, il a été adjugé 880 canons et 1,444 fourches, ensemble 1,824 billes, soit près de moitié des parties offertes. — La demande pour les palissandres a eu moins d'entrain : sur 5,776 morceaux, on n'en a vendu que 925. — En résumé, sur 14,861 billes offertes, il en a été réalisé seulement 3,815.

On n'a rien écoulé en amaranthe, buis et autres bois figurant au catalogue.

A la suite des enchères, il a été vendu, de gré à gré, sur les lots retirés : 6 canons acajou Porto-Cabello, à fr. 16.25; 167 fourches dito Porto-Plata et Santo-Domingo, de fr. 15 à 30; 38 morceaux palissandre Rio, de fr. 31 à 44, et 412 morceaux grenadille Cuba, à fr. 4.

Le Havre, le 11 novembre 1882.

CAFÉ

COURS	AUX 50 KIL. ENTREPOT	
	le 11 nov. 1881	le 11 nov. 1882
BRESIL		
Rio très ord. et inf.	42 — à 46	30 — à 36
» ord.	50 — à 55	40 — à 42
» bon ord.	60 — à 62	44 — à 48
» fin ord. et sup.	64 — à 72	50 — à 56
» lavé ord. à bon	68 — à 72	60 — à 70
» » fin et sup ^r	75 — à 85	70 — à 80
» Capitania	50 — à 52	36 — à 42
SANTOS triage et inf.	40 — à 52	34 — à 38
» très ord. à ord.	50 — à 60	40 — à 46
» bon ord. à fin ord.	60 — à 68	50 — à 56
» sup. et Caracoli	70 — à 80	60 — à 74
» lavé	70 — à 85	70 — à 85
BAHIA, Valença, Nazareth.	— — à — M	— — à — M
» Moritiba	55 — à 65	40 — à 50
» Caravilas	— — à — M	— — à — M
HAÏTI		
Cap, Gonaïves, St-Marc	60 — à 70TQ	52 — à 60
JACMEL	60 — à 70TQ	50 — à 56
PORT-AU-PR. et Soute.	60 — à 66TQ	49 — à 53
Jérémie, Cayes et autres	58 — à 66TQ	48 — à 50
PORTO-RICO	80 — à 110	78 — à 98
PORTO-C ^o et LAGUAYRA	70 — à 75	53 — à 62
DITO GRAGÉS	80 — à 105	70 — à 95
U. AMÉRIQUE		
COLOMBIE, Macaraïbo, avani- nilla, Guayaquil	65 — à 75	55 — à 70
» gragés	76 — à 85	72 — à 80
SALVADOR, NICARAGUA	70 — à 72	56 — à 65
DITO gragés	75 — à 80	70 — à 80
COSTA RICA et GUATEM	65 — à 72	58 — à 66
DITO gragés	76 — à 90	74 — à 85
HONDURAS	76 — à 90	70 — à 85
INDES		
Java	— — à — M	— — à — M
Padang et Macassar	72 — à 85	70 — à 85
Manille	70 — à 74	60 — à 70
Ceylan natif trié	70 — à 80	65 — à 78
» plantation	— — à — M	— — à — M
Wynard et Malabar	85 — à 88	72 — à 80
MOKA	90 — à 100	80 — à 90
Mysore	— — à — M	— — à — M

N veut dire nominal.

M veut dire manque en première main.

TQ veut dire tel quel.

Stock, au 11 novembre

	sacs	fûts
BRESIL (Rio, Santos, Bahia et Ceara)	547334	—
HAÏTI (Divers)	175138	—
PORTO-RICO	41278	459
PORTO-CABELLO et LAGUAYRA	37878	—
INDES (Java, Malabar, Manille, Mysore, Winard et Ceylan)	100178	—
G.-AMÉRIQUE, MOKA et divers et des ENT ^s	60435	461
TOTAUX	932236	920
DITO EN 1881	789951	1177
DITO EN 1880	372375	797

La demande pour le disponible a été plus modérée et nous clôturons la semaine avec des prix faibles notamment pour le Santos dont 1,500 sacs café nouveau en débarquement viennent d'être laissés à 44 fr. 50.

Le terme tout en donnant lieu à des transactions importantes s'obtient de nouveau en baisse sur tous les mois.

Les avis généraux sont calmes.

New-York ne cote plus le fair Rio que de 8 1/2 à 8 3/4.

Les ventes totales de la huitaine s'élèvent à environ 38,000 sacs de toute provenances; dont: 32,200 sacs Santos 3,308 sacs Rio, 1,700 sacs Haïti et 700 sacs divers, y compris une petite enchère de Ceylan avarié, le tout à la faiblesse établie.

RIO-JANEIRO, le 6 Nov. 1882. — Marché calme. Prix très faibles. — Good-First, 3,800/3,950. — Change: Paris, 448; Londres, 21.1/4. — Stock 349,000. — Exportations de la semaine: Canal et Nord, 38,500; Méditerranée, 5,500; Amérique, 66,000. — Ventes de la semaine: Canal et Nord, 31,500; Méditerranée, 10,500; Amérique, 22,000. — Recettes journalières, 18,750.

SANTOS. — Marché calme. — Ventes de la semaine: Europe, 99,000; Amérique, nulles. — Exportations de la semaine: Nord d'Europe 34,000. — Amérique, nulles. — Recettes journalières, 7,000. — Stock, 138,000. — Prix supérieur, 3,200 à 3,400.

Arts, sciences et faits divers.

M. Rousselle vient de faire à la Société d'encouragement, au nom du comité des arts économiques, un rapport sur le système de vidange pneumatique que M. Berlier, ingénieur civil, propose pour les grandes villes et dont il a fait une application à Levallois-Perret.

L'idée dont s'est inspiré M. J.-B. Berlier est loin d'être nouvelle, ainsi qu'il l'a déclaré lui-même. Vers l'année 1860, l'administration municipale de Paris, frappée de l'inconvénient que présente le transport des vidanges en voitures, a cherché à effectuer ce transport au moyen d'une canalisation souterraine. Sur l'ordre du préfet de la Seine, des conduites furent ménagées dans l'épaisseur des maçonneries de nombreux égouts.

La difficulté du problème consistait non seulement dans la nature spéciale des matières à faire circuler dans des conduites, mais surtout en ce qu'il fallait aller prendre sur des points nombreux et à des altitudes très diverses des liquides arrivant d'une manière intermittente. Dans quelques villes d'Allemagne, on avait cherché aussi à supprimer les fosses d'aisances dans les habitations, et à évacuer les matières au moyen de conduites souterraines; mais l'on ramenait ces matières dans des citernes placées sous les carrefours des voies publiques et l'on venait les extraire au moyen de pompes à vapeur pour les enlever ensuite à l'aide de voitures. Ce n'était au fond qu'un mince palliatif aux inconvénients du système ordinaire.

M. Berlier a eu le mérite de surmonter les difficultés qu'offrait le problème, au moyen de procédés vraiment ingénieux.

Dans les anciennes fosses d'aisances, qui deviennent des caveaux presque complètement inodores, il place sous le tuyau de chute des latrines un récipient en fonte contenant un panier circulaire dont le pourtour est fait en treillis de fer galvanisé; ce panier peut recevoir un mouvement de rotation grâce à une roue d'angle et à une manivelle placée en dehors de l'appareil, lequel est fermé à l'aide d'une porte hermétiquement ajustée. Le panier reçoit la matière et tout ce qui est projeté dans les latrines, laisse passer les liquides et les matières pâteuses, et retient les corps solides qui pourraient obstruer les conduites d'aspiration.

A côté de ce premier appareil s'en trouve un second, également en fonte, qui communique avec le premier et qui, à sa partie inférieure, est réuni à la conduite d'aspiration. La soupape placée au point de jonction consiste en une boule surmontée d'un flotteur. Les liquides provenant du premier récipient passent dans le second et y prennent le même niveau. Dès qu'ils s'élèvent suffisamment, le flotteur est soulevé, l'aspiration se produit et, après quelques mouvements de va-et-vient de la soupape, les appareils sont vidés. Cette ingénieuse disposition assure l'évacuation intermittente des matières.

Il est utile d'ajouter qu'un seul récipient à soupape peut desservir plusieurs appareils récepteurs.

Les habitants des maisons sont ainsi débarrassés des ennuis inhérents à l'ancien système des fosses fixes et même aux appareils mobiles ou diviseurs. Un agent doit seulement visiter de temps en temps les paniers des appareils récepteurs pour enlever les corps durs qui s'y trouvent recueillis. Au point de vue de la salubrité le progrès est incontestable; les latrines desservies par le nouveau système n'exhalent aucune mauvaise odeur; les caveaux peuvent se passer de tuyau de ventilation.

Le mode d'enlèvement des matières par la conduite d'aspiration doit être adapté aux circonstances locales, au nombre et à l'importance des maisons à desservir. Dans l'installation restreinte que M. Berlier a adaptée à la caserne de la Pépinière et dans plusieurs maisons voisines de l'église Saint-Augustin, l'aspiration est faite par une conduite en fonte de 0,15 de diamètre placée dans l'égout dit collecteur d'Asnières jusqu'à Levallois-Perret. En cet endroit se trouve installée une pompe rotative mise en mouvement par une machine à vapeur. Les liquides et les gaz aspirés sont rejetés dans la cuvette de l'égout d'Asnières au point même où cet égout reçoit les eaux du collecteur de la rive gauche. Ce dé-

versement ne modifie pas l'odeur propre de l'égout; mais il faut dire que les liquides amenés par les appareils de M. Berlier n'ont qu'un volume tout à fait minime comparativement au volume des eaux charriées par ces deux collecteurs.

M. Berlier a fait remarquer que, dans son système, les matières généralement riches en azote qu'il aspire peuvent être envoyées dans une fabrique où elles seraient transformées en engrais solides : poudrette et sulfate d'ammoniaque. Il faudrait alors brûler ou désinfecter les gaz qui sont amenés par la conduite d'aspiration. Il est incontestable qu'il en est ainsi; mais, dans cet ordre d'idées, l'on se trouve en présence de toutes les difficultés et de toutes les répulsions que rencontre l'établissement des fabriques d'engrais dans le voisinage des grandes villes, et tout le monde connaît les vives controverses que soulève cette question.

Il serait téméraire de considérer le procédé de M. Berlier comme supprimant tous les embarras inhérents à l'enlèvement des déjections dans les villes. Son système ne se prêtera certainement pas à tous les cas et restera quelquefois impuissant. Mais dans une capitale comme Paris l'on ne peut se flatter de pouvoir appliquer partout un procédé uniforme. Ce sera probablement en variant les combinaisons, suivant le relief du sol et le mode de construction des habitations, que l'on obtiendra un résultat satisfaisant.

Le rapporteur conclut que les recherches de M. Berlier sont éminemment utiles au point de vue de la salubrité publique et particulière et de la commodité des habitations.

Les Américains commencent beaucoup à se servir de roues en papier. Des roues en papier! De prime d'abord, l'idée semble au moins singulière. On ne voit pas bien qu'il soit facile de fabriquer des roues de papier résistantes et surtout durables.

La réalité est, affirme-t-on, que les roues en papier sont moins coûteuses que les roues en fonte durcie et d'un usage bien plus prolongé, de sorte qu'en définitive, il paraît qu'elles seraient très avantageuses. Les essais faits sur des roues de wagons ont été si concluants qu'en Allemagne on commence aussi à expérimenter sur certains chemins de fer les roues de papier. Voici à ce propos quelques détails sur la fabrication de ces nouvelles roues.

Les premières roues de ce genre ont été fabriquées en 1869 par M. Richard Norton Allen dans l'Etat de Vermont. A présent, les « Allen Paper Car-Wheel Works » font partie des plus grands établissements de M. Pullman pour la fabrication des voitures de chemins de fer à Chicago et fournissent journellement 24 à 26 roues; mais on va les agrandir considérablement. Actuellement un wagon de carton de paille ordinaire est consommé par semaine.

Ces cartons sont coupés d'abord en disques circulaires de diamètres un peu plus grands qu'il n'est nécessaire pour les trois grandeurs de roues de 68, 89 et 110 centimètres. Au milieu on fait un trou pour l'essieu. Trois de ces disques sont collés ensemble au moyen de colle d'amidon frottée à la main, avec un pinceau, et ces triples cartons en piles de 3 à 4 pieds de hauteur ont à subir dans une presse une pression hydraulique de 650,000 kil. Quand ils sortent de la presse, les trois cartons sont tellement condensés qu'ils forment une planche épaisse.

Ces plaques sont exposées dans une salle chauffée durant une semaine à une température d'environ 40° R, jusqu'à ce que toute trace d'humidité en ait disparu. Puis elles sont égalisées de nouveau par des presses, collées ensemble avec d'autres, séchées et comprimées, etc., jusqu'à ce qu'elles aient la grosseur nécessaire 0^m85 à 1^m30, et qu'elles soient devenues aussi dures que le bois le plus dur.

Pour arriver à cet état, les cartons doivent rester six semaines au moins dans les étuves et chambres à refroidir; pour une roue de 1 mèt. 10 de diamètre, il faut 116 cartons et 100 pour une roue de 68 centimètres. Le bloc de carton après avoir été séché à fond, passe dans un autre atelier, où il est façonné sur un tour, de manière à ce que son diamètre reste un plus grand que le diamètre intérieur du bandage en acier destiné à renfermer ce bloc. Ensuite le bloc reçoit deux couches de couleur, qui nécessitent un quart de livre de couleur brune. Cette opération terminée, le bloc est pressé dans le bandage sous une pression hydraulique de 1,500 kilogrammes par pouce carré, de façon qu'il s'y fixe solidement et que le noyau en papier et le bandage forment un tout. On fixe d'une manière semblable le moyeu dans le bloc de carton. Les deux surfaces latérales reçoivent encore une couverture de fortes tôles en fer, fixées au moyen

de boulons. Le poids total d'environ 567 kilog. 50 se répartit sur les diverses parties de la roue comme suit :

	kilogr.
Carton comprimé	92.5
Bandage	280
Moyeu	70
Boulons	25
Tôles pour les surfaces latérales	100

Les bandages sont fabriqués avec le meilleur acier allemand (de Krupp) et sont remplacés quand ils sont endommagés ou usés; le noyau en papier reste le même et peut servir pour beaucoup de bandages.

Ajoutons enfin que la grande solidité des roues en papier est due précisément au noyau qui amortit les secousses transmises au bordage d'acier et en atténue l'effet nuisible, tandis que dans les roues en fer les chocs sont communiqués aux essieux et à leurs fusées. Aussi jamais, jusqu'ici, n'est-il arrivé de rupture de roue ou d'essieu pendant la marche avec des roues en papier. Il nous a paru utile de signaler ces faits aux intéressés.

Mouvement maritime de steamers entre l'Europe et l'Amérique latine.

DU 15 NOVEMBRE AU 1^{er} DÉCEMBRE

En partance.

- Novembre 15. *Ville de Saint-Nicolas*, venant du Havre, Bordeaux, Montevideo, Buenos-Aires, Rosario.
- 16. X, Londres, Rio, Montevideo et Buenos-Aires.
- 17. *Ville de Santos*, Havre, Lisbonne, Pernambuco, Rio et Santos.
- 18. *Britannia*, Bordeaux, Santander, la Corogne, Lisbonne, Pernambuco, Bahia, Rio, Montevideo et le Pacifique.
- 19. X, Liverpool, Montevideo et Buenos-Aires.
- 20. *Niger*, Bordeaux, Lisbonne, Dahar, Pernambuco, Bahia, Rio, Montevideo et Buenos-Aires.
- 20. X, Liverpool, Bahia Rio et Santos.
- 21. *F. de Lesseps*, Havre, Bordeaux, La Guayra, Porto Cabello, Savanilla et Colon.
- 21. *Ville-de-Brest*, Saint-Nazaire, Santander, Saint-Thomas, St.-J. de Porto-Rico, La Havane et Vera-Cruz.
- 25. X, Londres, Rio, Montevideo et Buenos-Aires.
- 26. X, Liverpool, Montevideo, Buenos-Aires, St-Nicolas et Rosario.
- 29. *Poitou*, Marseille, Brésil et la Plata.

Attendus.

- Novembre 15. *Navarre*, Marseille, du Brésil et la Plata.
- 15. *Tagus*, Southampton, du Brésil et la Plata.
- 15. *Ville de Brest*, Saint-Nazaire, des Antilles et mers du Sud.
- 20. *Sénégal*, Bordeaux, du Brésil et la Plata.

REVUE SUD-AMÉRICAINNE

AGENTS DE CE JOURNAL

Amérique

BRÉSIL. Rio de Janeiro, Lombacerts, rua dos Ourives; Bahia, Olavo de Freitas Martins, 3, rua Nova da Alfandega; Pernambuco, Walfredo Medeiros, 9, rua 1^o de Março; Maceio, F. Favares da Costa; Porto Alegre, Ioaguim Alves Leite; S. Paulo, M. Mattos.

CHILI. Santiago et Valparaiso, L. Tornero; Concepcion, J. M. Serrato; Copiapo, Marconi hijos; Valdivia, Julio Oehzens.

EQUATEUR. Quayaquil, Sr Administrador de « El Comercio »; Quito, Andrade Vargas e hijos.

ÉTATS UNIS. New-York, H. P. Sampers et C^{ie}, 19, Barclay Street; Nouvelle-Orléans, H. Billard; Saint-François de Californie, Louis Grégoire et C^{ie}.

ÉTATS-UNIS DE COLOMBIE. Bogota, Lazaro M. Perez; Barranquilla, M. Davila Flores, Sr Administrador del « Promotor ». Panama, Saml. Boyd; Barbacoas, José M. Paz; Sincelejo, Rafael Frco Ruiz; Medellin, Modesto Molina; Neiva, Dr Rodrigo Pantoja; Tumaco, Euliquio Arizala.

GUATEMALA. Guatemala, Sr administrador de « El Horizonte ».

MEXIQUE. Mexico, Mille y Lucq; Vera Cruz, Sr Administrador del « Diario Commercial ».

PEROU. Lima, J. Galland y E. Henriod.

S. SALVADOR. S. Salvador, Sr Administrador de « La Linterna »; S. Mignel, Brizuela et Charlaix.

VENEZUELA. Caracas, Nicolas de las Casas; La Guaira, F. J. Garcia Monjui.

— Au Rio de La Plata, les agents nommés par le Dr Andrés Lamas; en attendant s'adresser à Buenos-Aires, calle de la Piédad, 255.

Europe

LONDRES. Samuel Deacon et C^{ie}, 150, Leadenhall.

EDIMBOURG. Keith et C^{ie} 65 George St.

MADRID. Gaspar, editores, 4, Principe; M. Murillo, 7, Alcala.

LISBONNE. A. Ferin, 74, rua Novado Almada

PARIS, abonnements et annonces, dans l'administration, 12, rue Keppler et chez M. Denné, *libreria Española*, 15, rue Monsigny. Vente au numéro: P. Arnould, libraire, 20, boulevard Montmartre, Mad. Denax, kiosque 246, boulevard des Capucines, en face du grand-Hôtel, — kiosque boulevard des Capucines, n^o 9, — kiosque boulevard des Italiens, n^o 22, et kiosque boulevard de la Madeleine n^o 4.

On peut s'abonner à ce journal, sans frais, dans tous les bureaux de poste en France.

Pour les pays ou villes où il n'y a pas d'agents, s'adresser directement à l'administration centrale.

12, rue Keppler, Paris.

THE NEW LONDON AND BRAZILIAN BANK

LIMITED

Capital social: £ 1,000,000, dont £ 500,000 versées
FONDS DE RÉSERVE: £ 165,000

SIÈGE SOCIAL: 2, OLD BROAD STREET
London E. C.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

MM. John White Gater, *Président*;
L'honorable Pascoe Charles Glyn, *Vice-Président*.

MM. James Alexander, Charles Edward Johnston,
Edw. Lonsdale Beckwith, Charles Day Rose,
John Hollocombe, William Freer Scholfield.

Directeur: John BEATON

SUCCURSALES:

Rio Janeiro

Pará,
Pernambuco,
Bahia,
Santos,
São Paulo,

Rio Grande do Sul,
Montevideo,
Lisbonne,
Porto.

AGENCES:

A PARIS: J.-H. Schröder et C^o;
A HAMBOURG: MM. Mallet frères et C^o;
A NEW-YORK: Fabbri et Chauncey,
Morton Bliss et C^o.

AU BRÉSIL:

Ceara, Maranham, Pelotas, Porto Alegre.

EN PORTUGAL:

Amarante, Braga, Coimbra, Faro, Figueira,
Lagos, Guimarães, Portimão, Setubal, Silves,
Sines, Tavira, Vianna, Villa Real.

A LA PLATA:

Buenos-Aires.

Cette Banque fait toutes sortes d'opérations de Banque avec les pays ci-dessus nommés.

Pour tout autre renseignement s'adresser à la Banque
2, OLD BROAD STREET, LONDON, E. C.

JOSÉ DE CARABASSA ET C^o

BUENOS-AIRES

157, Rue Cangallo, 157.

ON PAYE:

Dépôts en compte courant à vue, mon. légale.	3 %	par an.
— — — à 30 jours.	4 %	—
— — — à 60 et 90 jours.	5 %	—
Dépôts en compte courant à vue, en or.	2 %	—
— — — à 30 jours.	3 %	—
— — — à 60 et 90 jours.	4 %	—
— — — plus longue éch.	convention.	—

ON RECOURRE:

Avances en compte courant, en mon. légale.	10 %	par an
— — — en or.	10 %	—

L'escompte de lettres de change et billets est conventionnel.

LETTRES DE CHANGE

On tire: sur 600 villes d'Espagne; — sur 40 villes de France: Londres, Jersey, Liverpool, Hollande, Belgique, Allemagne, Russie, Turquie, Danemark, Suède, Norvège, Roumanie, Autriche, Lisbonne, Oporto, 79 villes d'Italie et 35 de Suisse.

LETTRES DE CRÉDIT

Sur les principales villes de l'Europe, tant pour voyageurs que pour achats de marchandises; — la commission n'est perçue que sur les sommes dont on aura disposé.

Les Bureaux sont ouverts: de 10 heures du matin jusqu'à 4 heures du soir, et les samedis jusqu'à 5 heures. — Buenos-Aires, le 1^{er} avril 1882.

LA NATIONALE

C^{ie} d'Assurances sur la Vie

Ancienne COMPAGNIE ROYALE

ÉTABLIE A PARIS

Rue de Grammont et rue du 4 Septembre, 18

FONDS DE GARANTIE:

DEUX CENT DEUX MILLIONS

COMPAGNIE DE VAPEURS

" BRAZIL AND RIVER PLATE "

TOUCHANT A LISBONNE ET A MADÈRE

DÉPARTS RÉGULIERS CHAQUE MOIS DE LIVERPOOL,
LONDRES ET ANVE S.

DE LIVERPOOL:

Les 5 et 19 de chaque mois, pour Montevideo,
et Buenos-Aires (direct).

Les 12 et 26 de chaque mois, pour Montevideo,
Buenos-Aires, San-Nicolas et Rosario (direct).

DE LONDRES (VOIE ANVERS)

(Avec la malle royale belge)

Les 6, 16 et 26 de chaque mois pour Rio de
Janciro, Montevideo et Buenos-Aires.

En cas de quarantaines à la Plata pour provenances de l'Empire les vapeurs ne toucheront pas au Brésil.

Excellentes cabines et service pour passagers de 1^{re} classé; aussi de 3^e.

Pour conditions de frets et passages, s'adresser:

LONDRES: Arthur Holland and C^o, 17, Leadenhall. E. C.
ANVERS: Kennedy and Hunter.

LIVERPOOL: Lamport and Holt.

L'UNION

COMPAGNIE D'ASSURANCES CONTRE L'INCENDIE

et sur la Vie humaine

FONDÉE EN 1828 ET 1829

Sinistres payés depuis l'origine de la Compagnie Incendie
CENT CINQ MILLIONS

Garanties de la Compagnie Vie:
SOIXANTE-CINQ MILLIONS

Assurances sur la Vie entière, Mixtes, à Terme fixe
RENTES VIAGÈRES

Pour tous renseignements et tarifs,
s'adresser à PARIS,

15, rue de la Banque, 15

ET DANS LES DÉPARTEMENTS A MM. LES AGENTS DE LA COMPAGNIE.

CAISSE DE REPORTS DE LA SOCIÉTÉ NOUVELLE

Société anonyme. — Capital 20 millions

52, rue de Châteaudun, Paris.

Les reports sont des prêts sur titres, garantis: 1^o par les titres reportés, 2^o par les Agents de change ou banquiers intermédiaires. Les reports faits pour le compte de ses clients par la Société Nouvelle sont en outre, garantis par cette dernière, qui conserve dans ses caisses les titres reportés pendant toute la durée du report, et est responsable des fonds placés par elle en reports.

Toute somme, depuis celle de 100 fr., peut être déposée à la Caisse de Reports de la Société Nouvelle.

Les fonds déposés sont employés en reports à la liquidation qui suit la date du dépôt.

Intérêt net bonifié aux déposants:
Pour le mois d'avril. 6.35 0/0 l'an.

Envoi franco, sur demande, de la Notice sur les Opérations de Reports.